

# Dossier documentaire

## Séquence 2

Société et valeurs : ce qui tient encore ensemble

Ce dossier rassemble l'ensemble des fiches documentaires mobilisables pour la séquence 2 (2h + activité en ligne + 2h). Il est volontairement exhaustif : l'enseignant·e sélectionne, selon le groupe et le temps disponible, les fiches à traiter en cours magistral, celles à donner en lecture autonome et celles réservées à l'activité en ligne ou à l'approfondissement. Chaque fiche indique sa source complète, avec lien direct vers le document original quand il est disponible en ligne (voir aussi la version MOOC, qui reprend ces liens). 81 fiches au total.

### Sommaire

- Bloc 1 (2h) — Approche sociologique : classes, familles, croyances, réseaux
- Bloc 2 (2h) — Cartographie des valeurs : au-delà de la gauche et de la droite
- Glossaire & bibliographie complète

---

Licence 1/2 — filières généralistes (droit, AES, LEA) · Édition 2026 · Sources principales : CEVIPOF/Ipsos, INSEE, The Conversation, Slate, DREES, INED, presse 2025-2026 (bibliographie complète en fin de dossier)

# Bloc 1 (2h) — Approche sociologique : classes, familles, croyances, réseaux

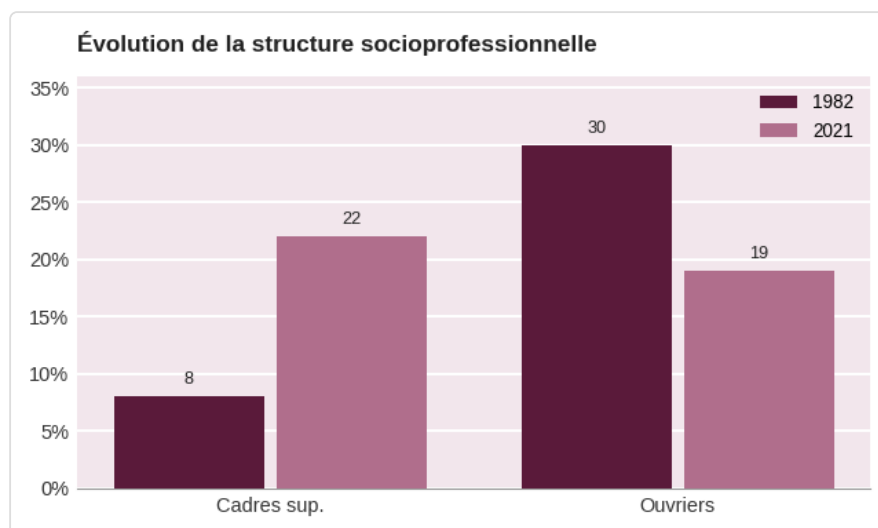
## A. Classes sociales et déclassement

### 1 Les catégories sociales en France : une « translation vers le haut », mais un socle populaire persistant

Centre d'observation de la société / Observatoire des inégalités, « Comment évoluent les catégories sociales en France ? », mis à jour le 17 mai 2023. [Lien vers la source](#)

Entre 1982 et 2021, la structure socioprofessionnelle française a connu une transformation profonde, documentée par l'Observatoire des inégalités à partir des données Insee. Les cadres supérieurs et professions intellectuelles ont vu leur part presque tripler, passant de 8 % à 22 % des emplois, tandis que les professions intermédiaires progressaient de 19 % à 25 % : catégories supérieures et intermédiaires réunies pèsent désormais 47 % de l'emploi, contre 27 % quarante ans plus tôt. À l'inverse, le poids des ouvriers a chuté de 30 % à 19 %, celui des agriculteurs exploitants s'est effondré de 7 % à 1,5 %, et celui des artisans-commerçants a reculé de 8 % à 6,5 %. Seuls les employés affichent une relative stabilité, autour de 26 %, bien qu'en recul depuis 2008. L'Observatoire invite cependant à ne pas surinterpréter cette évolution comme une polarisation extrême opposant un sommet enrichi à une base appauvrie : il s'agit davantage d'une élévation générale du niveau de qualification, portée par la tertiarisation de l'économie, la féminisation de l'emploi et la démocratisation scolaire relative. Cette nuance statistique n'efface cependant pas un constat essentiel pour la suite du dossier : ouvriers et employés continuent de représenter à eux seuls près d'un emploi sur deux en France. La « classe populaire » n'a donc pas disparu numériquement, contrairement à un discours parfois entendu jusque chez certains théoriciens de la « moyennisation » ; elle a en revanche perdu en centralité politique, syndicale et médiatique — un paradoxe entre poids démographique stable et invisibilité croissante qui nourrit directement l'ethnographie du monde rural en déclin développée plus loin dans ce dossier (fiches 19-23).

**Chiffres clés :** Cadres supérieurs : 8 % (1982) → 22 % (2021) · Ouvriers : 30 % (1982) → 19 % (2021) · Ouvriers + employés : encore près d'un emploi sur deux en 2021



Part des cadres supérieurs et des ouvriers dans l'emploi, 1982 et 2021. Source : Observatoire des inégalités, données Insee, 2023.

**À préparer** — La disparition de la « classe ouvrière » du débat public correspond-elle à sa disparition statistique réelle ?

## 2 Qui est riche, qui est pauvre en France ?

Observatoire des inégalités, « Qui est riche et qui est pauvre en France ? », 7 avril 2014 (données Insee 2011). [Lien vers la source](#)

Publié par l'Observatoire des inégalités à partir des données Insee de 2011, cet article propose une définition statistique — donc nécessairement discutable — des seuils de niveau de vie, construite sur les déclarations fiscales après impôts et prestations sociales. Le seuil de pauvreté retenu (50 % du revenu médian, plus restrictif que le seuil officiel Insee fixé à 60 %) s'établissait alors à 729 € mensuels pour une personne seule, tandis que le seuil de richesse (le double du revenu médian) atteignait 2 917 €. Entre ces deux bornes, les « catégories populaires », soit les 30 % du bas de l'échelle, plafonnaient à 1 183 €, et les classes moyennes s'étendaient jusqu'à 2 177 €. L'intérêt principal de cet article pour le dossier tient à sa mise en évidence d'un point de tension majeur : la définition même de ces seuils constitue une construction sociale et statistique, jamais neutre politiquement. Fixer une barre de « richesse » suscite systématiquement des contestations, y compris de la part de ménages qui la dépassent largement mais qui se perçoivent comme « moyens » en se comparant aux très hauts revenus. L'Observatoire pointe ainsi un biais collectif français consistant à maximiser la pauvreté perçue tout en minimisant la richesse perçue — mécanisme qui nourrit la confusion entretenue autour de la catégorie fourre-tout des « classes moyennes », où se retrouvent aussi bien des ménages réellement populaires que des ménages aisés se percevant, à tort, comme simplement moyens.

**Chiffres clés :** Seuil de pauvreté (50 % médiane) : 729 €/mois pour une personne seule (2011) · Seuil de richesse (double médiane) : 2 917 €/mois · Classes moyennes : de 1 183 € à 2 177 €/mois

**À préparer** — Pourquoi la définition d'un « seuil de richesse » est-elle politiquement plus sensible que celle d'un seuil de pauvreté ?

## 3 Qui sont donc les classes moyennes ?

Valérie Schneider et Louis Maurin, Observatoire des inégalités, « Qui sont donc les classes moyennes ? », 16 juillet 2014.

Cet article de l'Observatoire des inégalités s'attaque à l'un des concepts les plus flous et les plus instrumentalisés du débat public français : les « classes moyennes ». Les auteurs montrent qu'une part importante des commentateurs politiques désignent sous ce terme des ménages en réalité situés parmi les 10 % les plus favorisés de la population — un célibataire percevant 3 000 € nets mensuels, par exemple. Reprenant la typologie du Crédoc, ils proposent une définition à trois étages : les catégories « modestes » (les 30 % du bas), les catégories « moyennes » proprement dites (les 50 % intermédiaires) et les catégories « aisées » (les 20 % du haut). Cette classification, bien que fondée sur des seuils par nature discutables, a le mérite de rappeler une évidence sémantique trop souvent oubliée : les classes moyennes ne sont ni les plus pauvres ni les plus riches de la société. Ce rappel éclaire d'un jour nouveau le débat récurrent sur le « ras-le-bol fiscal des classes moyennes », en réalité souvent porté par des catégories aisées se percevant comme moyennes. Les auteurs signalent enfin une limite méthodologique essentielle : l'approche purement monétaire ignore le diplôme, le statut d'emploi ou le coût du logement selon le lieu de résidence — autant de variables qui, comme le montrera plus loin l'enquête de terrain de Benoît Coquard (fiches 19-23), pèsent lourd dans le sentiment de déclassement, indépendamment du seul niveau de revenu.

**Chiffres clés :** Classes moyennes = 50 % de la population, entre les 30 % les plus modestes et les 20 % les plus aisés · Seuil de vie « moyenne » très variable selon le coût du logement local

**À préparer** — En quoi le flou volontaire de la catégorie « classes moyennes » sert-il certains discours politiques ?

## 4 Une société de classement : la France du diplôme

Louis Maurin, « Une société de classement », *Observatoire des inégalités / Alternatives économiques*, hors-série « La société française » n°89, 3<sup>e</sup> trimestre 2011.

S'appuyant sur les données Insee et les travaux d'Éric Maurin et de Camille Peugny, Louis Maurin montre que la hiérarchie sociale française repose moins sur la fortune que sur le diplôme. La mobilité sociale n'est certes pas figée : deux tiers des personnes âgées de 40 à 59 ans en 2003 occupaient une catégorie sociale différente de celle de leur père, et un tiers des cadres avait un père ouvrier ou employé. Mais cette mobilité « brute » masque une réalité plus préoccupante : la mobilité « nette », qui mesure la fluidité sociale réelle à structure d'emploi égale, a reculé de 43 % à 40 % entre 1993 et 2003, et le déclassement générationnel progresse — le ratio de promotions par rapport aux déclassements, à âge égal, est passé de 2,2 pour la génération née entre 1944 et 1948 à seulement 1,4 pour celle née entre 1964 et 1968. La France se distingue surtout par l'ampleur de l'effet du diplôme sur l'accès à l'emploi : l'écart de taux de chômage entre diplômés du supérieur et non-diplômés est passé de 10 points au milieu des années 1970 à 40 points dans les années 2000. L'institution scolaire française, très académique et anxiogène, reproduit ainsi les hiérarchies sociales plus qu'elle ne les corrige : le poids du milieu social sur les résultats scolaires (test Pisa) y est près de deux fois plus élevé qu'en Finlande.

**Chiffres clés** : Écart de chômage diplômés/non-diplômés : 10 points (1970s) → 40 points (2000s) · Ratio promotions/déclassements à 35-39 ans : 2,2 → 1,4 · Impact du milieu social sur les résultats Pisa : 50 points en France contre 30 en Finlande

**À préparer** — Le diplôme est-il devenu, en France, un instrument de reproduction sociale plus puissant que la fortune héritée ?

## 5 Les minima sociaux, loin d'une « vie décente »

Sylvia Zappi, *Le Monde*, « Les minima sociaux sont loin des critères d'"une vie décente" », 6 mars 2015 (étude de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, ONPES).

En innovant méthodologiquement, l'ONPES a réuni des panels de citoyens — 200 ménages interrogés à Tours et à Dijon — pour définir par consensus qualitatif le « panier de biens et services » nécessaire à une vie décente : logement, transports, santé, vacances, vie sociale. Le résultat, restitué par *Le Monde*, aboutit à une fourchette comprise entre 1 424 € et 3 515 € mensuels selon la composition du ménage — un montant très supérieur aux minima sociaux existants, RSA compris. L'étude met en lumière un phénomène rarement documenté : la peur de basculer dans la pauvreté ne se limite pas aux plus démunis, mais concerne une large part de la population française, puisque près de 40 % des ménages déclarent devoir se restreindre pour éviter la précarité. Les familles monoparentales sont particulièrement exposées : 55 % d'entre elles se retrouvent en situation de pauvreté au regard des critères qualitatifs retenus par l'étude, tout comme les retraités isolés, ces deux catégories rognant en priorité sur la santé, les loisirs et la garde d'enfants. En privilégiant une approche par le « reste à vivre » plutôt que par le seul seuil statistique classique, l'ONPES éclaire un point essentiel pour l'ensemble du dossier : le sentiment vécu de précarité déborde très largement la catégorie officielle et administrative des « pauvres ».

**Chiffres clés** : Budget décent ONPES : de 1 424 € à 3 515 €/mois selon la composition du ménage · 55 % des familles monoparentales en situation de pauvreté (critères qualitatifs) · Près de 40 % de la population en « économies forcées »

**À préparer** — Un seuil de pauvreté purement statistique peut-il rendre compte du sentiment vécu de précarité ?

## 6 Bobos, gentrification et polémique : la guerre des représentations des classes populaires

Anaïs Collet, sociologue, travaux sur la gentrification et la figure du « gentrifieur » ; Michel Guerrin, *Le Monde*, « Haro sur le bobo ! », 15-16 septembre 2016.

Le terme « bobo », forgé en 2000 par l'essayiste américain David Brooks, a glissé en France d'une catégorie sociologique — la « gentrification », concept né dès 1964 à Londres — à une véritable arme du débat public. La sociologue Anaïs Collet lui préfère la notion de « gentrifieur » : des individus diplômés, dotés d'un fort capital culturel, travaillant dans la culture, la communication ou l'enseignement, qui s'installent dans d'anciens quartiers populaires en réhabilitant ateliers et immeubles dégradés, tout en revendiquant sans cesse leur ouverture à l'altérité. Le journaliste Michel Guerrin nuance la charge polémique parfois portée contre cette catégorie : selon lui, les bobos boursicotent peu, votent souvent à rebours de leurs propres intérêts fiscaux, et ne constituent en rien un groupe organisé capable d'un lobbying structuré. Cette controverse illustre l'un des nœuds du débat sociologique contemporain : le clivage social le plus pertinent oppose-t-il aujourd'hui les élites économiques aux classes populaires, ou bien les catégories culturellement dominantes — diplômées, urbaines, progressistes, installées dans les métropoles — aux classes populaires restées dans des territoires moins prisés, qu'elles soient urbaines, périurbaines ou rurales (à mettre en regard, pour ces dernières, avec l'enquête de Coquard, fiches 19-23) ?

**Chiffres clés :** Concept de « bobo » forgé en 2000 (David Brooks) · « Gentrification » née en 1964 (Londres) · Patrimoine cumulé des 1 % les plus riches en passe de dépasser celui des 99 % restants (Observatoire des inégalités)

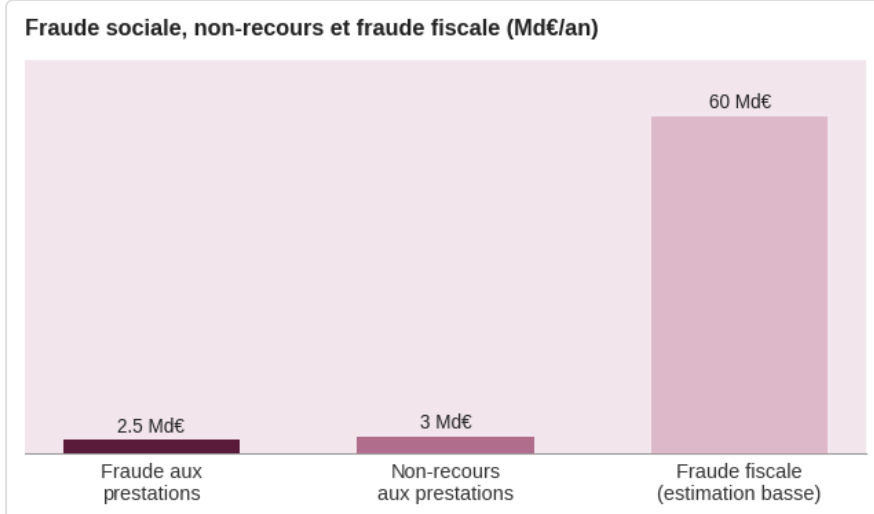
**À préparer** — Le clivage social le plus structurant en France oppose-t-il aujourd'hui les riches aux pauvres, ou les catégories diplômées urbaines aux catégories populaires ?

## 7 Six idées reçues sur la fraude sociale

Lisa Boudoussier, *Le Monde*, « Six idées reçues sur la fraude sociale : la manne financière, les cartes Vitale usurpées, les pauvres qui profitent du système... », automne 2024 (rapport du Haut Conseil du financement de la protection sociale, HCFPS).

S'appuyant sur les chiffres du Haut Conseil du financement de la protection sociale, cet article du Monde démonte méthodiquement plusieurs représentations dominantes sur la fraude sociale, à un moment où le sujet occupait une place importante dans le débat public. Premier constat : les allocataires ne constituent pas les principaux fraudeurs. La fraude au RSA et à la prime d'activité s'élève à 2,5 milliards d'euros, un montant en réalité inférieur aux 3 milliards d'euros que représente le non-recours — c'est-à-dire les sommes non réclamées par des personnes pourtant éligibles à ces prestations. Deuxième constat : la fraude la plus massive provient des entreprises, à hauteur de 56 % du total détecté, principalement via le travail dissimulé, qui prive les comptes sociaux de 6,9 milliards d'euros de cotisations. Troisième constat, à forte portée pédagogique : les sommes effectivement recouvrées par les organismes sociaux, 600 millions d'euros, apparaissent dérisoires face aux 13 milliards d'euros de fraude sociale évaluée au total, et plus encore face à la fraude fiscale, estimée entre 60 et 80 milliards d'euros annuels — soit environ cinq fois plus. Enfin, la fraude à la carte Vitale par usurpation d'identité, sujet pourtant très médiatisé, ne représenterait que quelques millions d'euros et moins d'une dizaine de cas recensés chaque année. L'article constitue ainsi un outil précieux pour interroger l'écart entre perception médiatique et réalité statistique d'un sujet particulièrement clivant.

**Chiffres clés :** Fraude sociale totale évaluée : environ 13 milliards €/an, dont 600 millions recouverts · Fraude aux prestations : 2,5 Md€ contre 3 Md€ de non-recours · Fraude fiscale estimée : 60 à 80 Md€/an, soit 5 fois la fraude sociale



Fraude aux prestations, non-recours aux prestations et fraude fiscale (estimation basse), en milliards d'euros par an. Source : *Le Monde* d'après le Haut Conseil du financement de la protection sociale, 2024.

**À préparer** — Pourquoi la fraude sociale occupe-t-elle une place disproportionnée dans le débat public par rapport à son poids réel comparé à la fraude fiscale ?

## 8 « Il suffit de traverser la rue... » : la ritournelle des emplois non pourvus

The Conversation France, « "Il suffit de traverser la rue..." : la ritournelle des emplois non pourvus », 24 septembre 2018. [Lien vers la source](#)

Cet article de The Conversation déconstruit un lieu commun récurrent du débat public, popularisé en 2018 par la déclaration d'Emmanuel Macron affirmant pouvoir trouver un emploi à quiconque « en traversant la rue » : l'idée selon laquelle le chômage résulterait avant tout d'un manque de motivation des chômeurs face à des emplois disponibles mais délaissés. Les chiffres de Pôle emploi contredisent ce récit : sur 111 000 offres jugées « non pourvues » en 2017, seules 18 000 l'étaient réellement faute de candidats, et 99 % des projets de recrutement aboutissaient effectivement. Le ratio structurel du marché du travail reste par ailleurs écrasant, avec environ une offre d'emploi pour onze chômeurs — soit près de 300 000 offres pour 3,4 millions de demandeurs d'emploi sans activité. L'article détaille également la nature souvent dégradée des offres classées « non pourvues » : contrats courts, temps partiel subi, conditions salariales ou horaires peu attractives, voire parfois illégales — ce qui explique le refus rationnel de certains candidats bien plus qu'un supposé refus du travail. Ce texte constitue un contrepoint précieux à la fiche suivante consacrée aux « mauvaises décisions » supposées des personnes pauvres, en interrogeant la fabrique même des idées reçues sur le chômage et la pauvreté.

**Chiffres clés :** 18 000 offres réellement non pourvues sur 111 000 déclarées (2017) · 99 % des projets de recrutement aboutissent · 1 offre pour 11 chômeurs en moyenne

**À préparer** — Le discours sur les « emplois non pourvus » relève-t-il d'un constat statistique ou d'une construction politique ?

## 9 Pourquoi les pauvres prennent-ils de « si mauvaises décisions » ? Sociologie et psychologie de la rareté

Slate.fr, article de vulgarisation scientifique sur les mécanismes cognitifs de la pauvreté ; fondements scientifiques : Sendhil Mullainathan et Eldar Shafir, *Scarcity: Why Having Too Little Means So Much*, 2013.

Ce titre volontairement provocateur reprend, pour mieux le déconstruire, un jugement moral fréquent — les personnes pauvres gèreraient mal leur argent, ne se projetteraient pas, prendraient de mauvaises décisions — afin de lui opposer une explication structurelle plutôt qu'individuelle. Les travaux de référence en psychologie économique, notamment ceux de Sendhil Mullainathan et Eldar Shafir dans *Scarcity* (2013), montrent que la rareté matérielle chronique consomme une part importante des ressources cognitives disponibles, un mécanisme parfois désigné par l'expression « bandwidth tax » : devoir arbitrer en permanence entre le loyer, la nourriture et les factures épuise la capacité de planification à long terme, y compris pour des tâches sans rapport direct avec l'argent. Ce n'est donc pas un trait de caractère ou un manque de volonté qui produirait les décisions sous-optimales observées chez les personnes en situation de pauvreté, mais l'environnement de contrainte lui-même — un mécanisme comparable, selon ces travaux, à celui observé chez des personnes aisées soumises non à une privation d'argent mais à une privation de temps. Ce cadrage s'oppose frontalement aux explications culturalistes ou moralisatrices encore répandues dans le débat public, y compris dans certains pans du débat sur l'assistantat. Il doit toutefois être présenté aux étudiants avec la prudence méthodologique nécessaire, la thèse de la « science de la rareté » faisant elle-même l'objet de critiques, notamment un risque de psychologisation d'un problème structurel et des débats de réplification en psychologie sociale.

**Chiffres clés :** Concept de « bandwidth tax » (Mullainathan & Shafir, 2013) · Effet mesuré comparable, dans certaines expérimentations, à une perte de 13 à 14 points de QI (résultats à requalifier prudemment)

**À préparer** — Expliquer un comportement par la structure sociale plutôt que par la psychologie individuelle change-t-il la nature des politiques publiques à envisager ?

## 10 La France inégale : cartographie des revenus et de la pauvreté

Hervé Le Bras, *The Conversation France*, série « La France inégale », « Écarts de revenus, fluctuations territoriales », republié lors du mouvement des Gilets jaunes (2018-2019).

Le démographe Hervé Le Bras cartographie, commune par commune, les revenus individuels médians et révèle une géographie sociale beaucoup plus fine que la simple opposition entre métropoles riches et périphéries pauvres. Les revenus apparaissent faibles dans le rural profond, augmentent en première couronne des grandes agglomérations, puis chutent à nouveau au centre-ville, où se côtoient très riches et très pauvres : la carte de la pauvreté française n'épouse donc pas un simple gradient centre-périphérie. Fait contre-intuitif majeur : entre 2001 et 2013, le revenu moyen a progressé deux fois plus vite dans les communes de moins de 5 000 habitants (+18 %) que dans les villes de plus de 20 000 habitants (+8 %), ce qui suggère un début de rattrapage des campagnes plutôt qu'un décrochage territorial continu. Les inégalités de revenus, mesurées par le rapport entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres d'un territoire, demeurent en revanche très marquées géographiquement : inférieures à 2 dans l'Ouest de la France, elles dépassent 4 dans le Nord-Est ou en Languedoc-Roussillon, et restent toujours plus fortes dans les grandes villes, où se côtoient les extrêmes de la distribution des revenus. Ce travail cartographique nuance empiriquement toute lecture binaire qui opposerait simplement métropoles et périphéries, invitant à une lecture plus fine du territoire — celle que propose, à une tout autre échelle, l'ethnographie de terrain présentée plus loin dans ce dossier (fiches 19-23).

**Chiffres clés** : Progression du revenu moyen 2001-2013 : +18 % dans les communes < 5 000 habitants contre +8 % dans les villes > 20 000 habitants · Rapport de revenus 20 %/20 % : < 2 dans l'Ouest, > 4 dans le Nord-Est

**À préparer** — Les inégalités les plus fortes en France se situent-elles entre villes et campagnes, ou à l'intérieur même des grandes villes ?

## 11 La France inégale : diplômes, chômage et migrations territoriales des classes sociales

Hervé Le Bras, *The Conversation France*, série « La France inégale », « 45 ans de migrations intérieures des classes sociales » et « Diplômes contre chômage, une réalité complexe », rentrée 2018.

Entre 1968 et 2013, la géographie française des catégories sociales diplômées s'est complètement inversée, montre Hervé Le Bras. En 1968, cadres et professions intermédiaires diplômés étaient dispersés sur l'ensemble du territoire, jusque dans des villes industrielles comme Montbéliard. En 2013, ils se concentrent au contraire massivement dans les grandes métropoles — 90 % des cadres diplômés vivent désormais à Paris, Rennes, Grenoble ou Lille, contre moins des deux tiers dans des départements comme l'Aude ou l'Yonne — un basculement que Le Bras résume par le passage d'une France d'ingénieurs et de notables à une France de financiers et de gestionnaires. Fait frappant : la géographie contemporaine des classes moyennes éduquées épouse encore d'anciennes structures régionales héritées des pratiques d'héritage préférentiel et de la tradition catholique, notamment dans le grand Sud-Ouest, preuve que des héritages historiques de très longue durée continuent de façonner la carte sociale actuelle. Concernant le chômage, sa géographie a en revanche très peu varié entre 1982 et 2013, malgré son doublement au niveau national, de 5,5 % à 10,3 % : le Nord et le pourtour méditerranéen restent les plus touchés, tandis que l'Ouest et Rhône-Alpes résistent mieux — signe que des facteurs structurels de très longue durée, tels que le tissu entrepreneurial local ou la capacité d'innovation, pèsent davantage que les seules fermetures d'usines ponctuelles.

**Chiffres clés** : Cadres diplômés du supérieur : 90 % à Paris/Rennes/Grenoble/Lille (2013) contre moins des deux tiers dans l'Aude ou l'Yonne · Chômage national : 5,5 % (1982) → 10,3 % (2013), géographie quasi stable

**À préparer** — La relocalisation des catégories diplômées dans les métropoles est-elle une cause ou une conséquence de la fracture territoriale ?

## 12 Qui est « identitaire » ? Enquête dans les quartiers populaires

*The Conversation France, « Qui est "identitaire" ? Enquête dans les quartiers populaires » (entretiens, N=245, menée 2014-2018, Île-de-France, Bordeaux et étranger).*

Cette enquête sociologique de terrain, conduite auprès de 245 personnes en Île-de-France, à Bordeaux et à l'étranger entre 2014 et 2018, interroge un procès fréquent du débat public français, qui accuse les mouvements antiracistes ou les chercheurs travaillant sur les discriminations ethno-raciales d'« essentialiser » ou de « racialiser » les identités — un grief rarement adressé, en comparaison, aux mouvements identitaires d'extrême droite qui, eux, hiérarchisent explicitement les Français « de souche » et les autres. Les résultats empiriques nuancent les deux camps du débat : les personnes enquêtées mobilisent effectivement des catégorisations ethno-raciales plus souvent que territoriales ou religieuses, mais ces marqueurs demeurent labiles, contextuels, et le plus souvent imbriqués avec la classe sociale plutôt qu'opposés à elle — comme l'illustre le témoignage d'une enquêtée articulant, dans un même récit d'humiliation scolaire, discrimination de classe (sa mère est aide-soignante) et discrimination raciale (elle était la seule élève noire de sa classe). Le marqueur « habitants des quartiers populaires » devient particulièrement saillant en réaction à l'action de la police, révélant le caractère relationnel, et non essentiel, de ces identifications. L'étude montre ainsi comment l'analyse universitaire des identités, toujours pensée comme un processus, diffère radicalement des usages polémiques du terme « identitaire » dans le débat médiatique contemporain.

**Chiffres clés :** Marqueur ethno-racial mobilisé par environ un tiers des enquêtés, contre un sur huit pour le marqueur territorial · La moitié des références aux discriminations renvoient à l'origine, 21 % à la religion supposée, 13 % au lieu de résidence

**À préparer** — Peut-on parler d'« identité » sans figer artificiellement des appartenances vécues comme plurielles et changeantes ?

## 13 À la rencontre de la « France sacrifiée »

*Jean-Marie Pottier (entretien croisé Gérald Andrieu / Floriane Louison), Slate.fr, « À la rencontre de la "France sacrifiée" », 14 novembre 2017.*  
[Lien vers la source](#)

Cet entretien croisé entre deux journalistes de terrain — Gérald Andrieu, auteur d'un livre sur une marche de 2 000 kilomètres le long des frontières françaises, et Floriane Louison, autrice d'une enquête pluriannuelle menée à Creil, terminus du RER D — illustre concrètement, par le reportage, ce que les approches sociologiques et ethnographiques du monde rural et périurbain en déclin, présentées plus loin dans ce dossier (fiches 19-23), désignent de façon plus théorique. Les deux journalistes discutent des limites de la notion : la ville de Creil, où la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, jouxte des communes très aisées comme Senlis ou Chantilly, preuve que l'expression « France périphérique » recouvre des réalités hétérogènes plutôt qu'un bloc homogène. Le concept central qui se dégage de cet entretien est celui de « relégation cachée » : contrairement aux représentations médiatiques classiques de la pauvreté, associées aux émeutes de banlieue et au spectaculaire, la pauvreté des villes moyennes et de la France périphérique ne saute pas au visage — elle se vit dans l'ombre, l'isolement et la lenteur. Les deux auteurs insistent sur la nécessité d'une présence longue et d'une écoute patiente pour percer cette invisibilité, à rebours du traitement médiatique événementiel habituel. L'entretien évoque enfin, en écho à l'actualité de l'époque, le paradoxe du mouvement politique « En marche ! », lancé la même année comme injonction au mouvement perpétuel, alors que les classes populaires rencontrées expriment plutôt un besoin de ralentissement et d'enracinement.

**Chiffres clés :** Creil : environ la moitié de la population sous le seuil de pauvreté · Périple de 2 000 km / 3 millions de pas en 6 mois le long des frontières françaises

**À préparer** — Pourquoi la pauvreté des villes moyennes et des zones périurbaines est-elle statistiquement et médiatiquement moins visible que celle des banlieues ?

## 14 L'insondable pessimisme français : le grand écart entre les faits et le ressenti

Telos-eu.com, « L'insondable pessimisme français », 2019 (analyse du Portrait social de la France de l'Insee).

Cette analyse du Portrait social de la France publié par l'Insee constitue le meilleur contrepoint statistique aux discours déclinistes ou catastrophistes sur la société française, et à ce titre un outil pédagogique indispensable pour équilibrer le dossier. Les données objectives montrent en effet une amélioration réelle sur plusieurs décennies : la mobilité sociale ascendante progresse, avec 28 % des hommes changeant de position sociale à la hausse contre seulement 15 % à la baisse ; la fluidité sociale s'est nettement améliorée depuis les années 1970, l'avantage des fils de cadres sur les fils d'ouvriers pour accéder eux-mêmes au statut de cadre étant passé d'un facteur 28 à un facteur 12 entre 1977 et 2015 ; le niveau de vie médian a progressé de 69 % en euros constants entre 1975 et 2016 ; et le système socio-fiscal amortit fortement les crises, le niveau de vie du premier décile n'ayant reculé que de 2 % après redistribution, contre 11 % avant redistribution, lors de la crise de 2008. La France affiche par ailleurs l'une des meilleures espérances de vie et l'un des meilleurs systèmes de santé de l'OCDE. Pourtant, la perception subjective des Français s'est effondrée sur la même période : la part de ceux qui estiment que leur niveau de vie s'améliore a été divisée par plus de deux depuis 1979. Ce décalage entre indicateurs objectifs et ressenti subjectif, que l'auteur qualifie d'insondable, nourrit directement le climat de défiance politique et la porosité au discours populiste, indépendamment de la réalité des données.

**Chiffres clés :** Niveau de vie médian : +69 % en euros constants (1975-2016) · Chances relatives de devenir cadre (fils de cadre vs fils d'ouvrier) : facteur 28 (1977) → facteur 12 (2015) · Part des Français jugeant leur niveau de vie amélioré : divisée par plus de deux depuis 1979

**À préparer —** Un sentiment collectif de déclin peut-il produire des effets politiques réels même lorsqu'il est démenti par les statistiques ?

## 15 Actualisation 2025-2026 : la peur du déclassement atteint un niveau record

Sondage Odoxa, « Les prévisions économiques des Français pour 2026 sont catastrophiques et leur peur du déclassement atteint un niveau record », 8 janvier 2026 ; complété par Ipsos, « Fractures françaises 2025 », 20 octobre 2025 ; et Ipsos/Secours populaire, « Baromètre 2025 de la précarité en France », 11 septembre 2025.

Trois baromètres récents, publiés entre septembre 2025 et janvier 2026, confirment et amplifient la thèse du décalage entre perception et réalité déjà documentée à la fiche précédente, tout en révélant une dégradation objective désormais bien réelle. L'indice de moral économique Odoxa atteint -64 en janvier 2026, son pire niveau enregistré en dix-neuf ans de mesure pour un début d'année : 82 % des Français se disent défiant envers la situation économique, 89 % ne croient pas à une amélioration du pouvoir d'achat, et surtout 61 % estiment que leur position sociale est pire que celle de leurs parents au même âge — soit cinq points de plus qu'un an auparavant — tandis que 70 % pensent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux, soit vingt-deux points de plus qu'il y a trente ans. L'étude Ipsos « Fractures françaises 2025 » enfonce le clou : 90 % des Français jugent le pays en déclin, un record depuis 2014, 75 % estiment que « c'était mieux avant », et la confiance dans les institutions politiques s'effondre, à 20 % seulement pour les députés et 10 % pour les partis — un effondrement qui contraste avec une confiance restée stable envers les maires, l'armée ou l'école. Le baromètre de la précarité publié par Ipsos et le Secours populaire confirme enfin une réalité matérielle dégradée : un Français sur cinq se dit en situation précaire, 31 % ont renoncé à se soigner et 24 % ont sauté un repas faute de moyens en 2025. Ces données doivent être mises en regard du taux de pauvreté record mesuré par l'Insee, à 15,4 % de la population, soit près de dix millions de personnes, selon le rapport 2025 du Secours Catholique, qui documente un appauvrissement quasi continu des ménages accompagnés depuis 1994.

**Chiffres clés :** Indice de moral économique Odoxa (janvier 2026) : -64, pire score en 19 ans · 90 % des Français jugent la France en déclin (Ipsos, octobre 2025) · Taux de pauvreté Insee : 15,4 % de la population, soit près de 10 millions de personnes

**À préparer —** Le climat de « fatigue économique durable » décrit par les baromètres 2025-2026 marque-t-il une rupture avec le paradoxe objectif/subjectif observé les décennies précédentes, ou son aggravation logique ?

## 16 Les classes sociales : approche théorique et enjeux de segmentation

Document pédagogique de communication/marketing, « Les classes sociales » (corpus local, sans attribution d'auteur identifiée). Références internes : Insee, Observatoire des inégalités, Louis Chauvel, Pierre Bourdieu.

Ce document, initialement destiné à des professionnels de la communication commerciale, offre une synthèse théorique utile pour distinguer deux grandes approches des classes sociales. L'approche marxiste, dite « holiste », les définit par leur rapport de domination et de lutte, indépendamment des trajectoires individuelles ; l'approche statistique, plus courante en sciences sociales contemporaines, les définit au contraire comme des populations homogènes en termes de revenus, de mentalités et d'attitudes. Le document souligne un décalage frappant : en 2004, 40 % des Français se déclaraient appartenir à la « classe moyenne » dans une enquête Insee, alors que les classes moyennes au sens sociologique strict ne représentaient en réalité que 25 % de la population — signe d'un large déni collectif de sa propre position sociale. En reprenant la typologie de Louis Chauvel et de l'Observatoire des inégalités, il distingue quatre grandes strates : les « classes populaires », soit 60 % de la population, dont 40 % de salariés stables et 20 % hors emploi stable ; les « classes moyennes salariées », 25 % ; la « classe de confort », 15 % ; et la « classe possédante » ou haute bourgeoisie, moins de 1 % de la population, mais concentrant l'essentiel du patrimoine. Il mobilise enfin les outils conceptuels de Pierre Bourdieu — capital économique, capital culturel, habitus — pour expliquer pourquoi la stratification sociale contemporaine fonctionne moins par une « panoplie » stable et visible que par un « répertoire » plus souple de signes de distinction, ce qui rend les frontières de classe moins lisibles à l'œil nu tout en les rendant tout aussi discriminantes.

**Chiffres clés :** 40 % des Français se déclarent « classe moyenne » contre 25 % qui le sont réellement (Insee, 2004) · Écart de revenus entre les 5 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres : de 1 à 70 · « Classe possédante » : moins de 1 % de la population

**À préparer** — Pourquoi une majorité de Français, y compris parmi les plus modestes ou les plus aisés, se perçoit-elle comme appartenant à la « classe moyenne » ?

## 17 Les lieux : géographie sociale des styles de vie

Document pédagogique de communication/marketing, « Les lieux » (même corpus que la fiche 16).

Ce court document, issu du même corpus que la fiche précédente, illustre de façon accessible un principe central de la géographie sociale, approfondi plus loin par l'ethnographie de Benoît Coquard (fiches 19-23) : le lieu de résidence façonne, au moins subjectivement, la perception qu'un individu a de lui-même et de sa place dans la société, indépendamment de sa mobilité professionnelle réelle. L'auteur oppose les régions qui se vident, vieillissent et s'isolent à celles qui attirent des populations se percevant elles-mêmes comme dynamiques et ambitieuses, en prenant l'exemple contrasté de la Creuse en déprise rurale et du littoral d'Antibes, très attractif. Il relève l'émergence, depuis les années 1980, d'une bipolarité entre travail et loisirs qui structure durablement la carte de France : d'un côté le dynamisme des métropoles régionales, de l'autre la valorisation touristique du littoral et des massifs montagneux — une configuration qui laisse de côté un troisième espace, ni métropole dynamique ni périphérie touristique, celui-là même que documente le terrain rural en déclin étudié plus loin dans ce dossier. Ce texte très bref fonctionne pédagogiquement comme un pont entre l'approche marketing des styles de vie régionaux et l'approche sociologique de terrain développée dans le sous-thème suivant.

**Chiffres clés :** Opposition illustrative Guéret (déprise) / Antibes (attractivité) comme polarisation territoriale française

**À préparer** — La valorisation touristique ou économique d'un territoire suffit-elle à expliquer l'attractivité migratoire, ou d'autres facteurs interviennent-ils ?

## 18 Riche à partir de 3 700 euros par mois ?

Le Point, « Riche à partir de 3 700 euros par mois ? » (URL non trouvée ; article identifié uniquement par son titre dans le corpus documentaire, contenu intégral non récupéré).

Le titre de cet article du Point fait manifestement écho au débat sur les seuils de richesse déjà documenté aux fiches 2 et 3 de ce dossier. Au début des années 2010, l'Observatoire des inégalités fixait le seuil de richesse — le double du revenu médian — à environ 2 917 € nets mensuels pour une personne seule ; un chiffre voisin de 3 700 € correspond vraisemblablement à une actualisation ultérieure de ce même seuil, ou à une définition légèrement différente, par exemple avant charges ou pour un autre type de ménage. Ce genre d'article, récurrent dans la presse généraliste française, joue systématiquement sur l'effet de surprise et le sentiment d'injustice qu'il suscite : beaucoup de lecteurs se situent statistiquement au-dessus d'un tel seuil sans jamais se percevoir eux-mêmes comme « riches », ce qui rejoint directement le constat de la fiche 2 sur l'asymétrie entre pauvreté perçue et richesse perçue. Le contenu intégral de cet article n'a pas pu être récupéré lors de la recherche documentaire, seul son titre ayant été identifié dans le corpus source ; il est recommandé, avant intégration définitive au dossier, de retrouver la version exacte de cet article, probablement publié entre 2015 et 2022, afin d'en vérifier la méthodologie et la source précise du chiffre avancé.

**Chiffres clés** : Seuil de richesse Observatoire des inégalités (référence) : 2 917 €/mois pour une personne seule en 2011

**À préparer** — Pourquoi l'annonce d'un seuil de richesse suscite-t-elle systématiquement un rejet, y compris chez les personnes qui le dépassent ?

## B. Benoît Coquard, Ceux qui restent : l'ancrage affectif dans les campagnes en déclin

### 19 Ceux qui restent (2019) : une ethnographie de dix ans dans les campagnes du Grand Est

Benoît Coquard, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, coll. « L'envers des faits », 2019 ; entretien, lebimsa.fr, « Je me suis intéressé à ceux qui restent ».

Sociologue, Benoît Coquard a passé près de dix ans, entre 2010 et 2018, en immersion dans plusieurs cantons de la Meuse frappés par la déprise démographique et la fermeture des dernières usines et exploitations agricoles familiales. Son enquête part d'un choix méthodologique délibérément à contre-courant des approches cartographiques et statistiques agrégées qui dominaient jusqu'alors la description du monde rural en déclin : plutôt que de partir d'un indicateur de fragilité sociale calculé à l'échelle de la commune, il observe, de l'intérieur, comment de jeunes hommes et femmes peu diplômés, restés au pays quand une partie de leurs camarades de classe est partie faire des études ou chercher du travail en ville, construisent malgré tout une vie sociale dense et un sentiment de réussite. Interrogé sur cette prise de distance avec les lectures dominantes du débat public, Coquard le formule sans détour : « Moi j'ai écrit contre les théories de la France périphérique [...] écrites à Paris par des gens qui ne mettent pas le pied dans le cœur des relations sociales de ces villages-là. » Le livre documente en particulier comment le travail au noir, le football, la chasse et le motocross structurent encore une sociabilité essentiellement masculine, à mesure que les anciens collectifs de travail (l'atelier, la ferme, la coopérative) disparaissent.

**Chiffres clés** : Enquête de terrain : dix ans (2010-2018), cantons de la Meuse (Grand Est) · Méthode : immersion ethnographique, non l'agrégation d'indicateurs statistiques communaux

**À préparer** — Une enquête ethnographique de terrain sur quelques cantons peut-elle prétendre à la même portée explicative qu'une cartographie statistique nationale ? Ces deux méthodes sont-elles concurrentes ou complémentaires ?

#### THÈSE DISCUTÉE

L'ouvrage de Coquard s'inscrit dans un mouvement plus large de la sociologie rurale française qui, depuis une dizaine d'années, cherche à corriger par le terrain les lectures macro-cartographiques du monde rural en déclin, popularisées dans le débat public à partir de 2014. Les défenseurs de cette approche ethnographique soulignent qu'elle seule permet de restituer les logiques concrètes — l'entraide, la réputation, l'attachement affectif — qui échappent nécessairement à un indicateur statistique agrégé à l'échelle communale. Les tenants des approches cartographiques répliquent qu'une enquête menée sur quelques cantons, aussi fine soit-elle, ne peut à elle seule mesurer l'ampleur nationale d'un phénomène ni permettre des comparaisons rigoureuses entre territoires — ce que seule une méthode statistique systématique, telle que la cartographie sociale de Hervé Le Bras (fiches 10-11), rend possible.

**À vous de trancher** : pour comprendre pourquoi une majorité de la population reste dans des territoires en déclin économique, faut-il d'abord des cartes, ou d'abord des années de terrain ?

## 20 La maison et l'entraide : construire son ancrage

Benoît Coquard, *Ceux qui restent, La Découverte, 2019, p. 33-34 ; entretien, lebimsa.fr.*

Le marqueur matériel le plus concret de la réussite locale documentée par Coquard n'est ni le salaire ni le diplôme, mais la maison : construire son propre logement, ou hériter et rénover celui d'un parent, reste un élément central de l'ancrage au pays. Le livre décrit en détail comment ce projet immobilier mobilise l'entraide du groupe de pairs — chacun mettant « la main à la pâte en fonction de ses compétences », l'un pour la maçonnerie, l'autre pour l'électricité ou la plomberie — transformant un chantier individuel en moment collectif de reconnaissance mutuelle. Loin d'être un simple choix patrimonial rationnel, la maison devient, selon les mots mêmes de Coquard, le fruit d'une histoire relationnelle : « construire sa maison de telle manière selon qui nous a entourés ». Ce constat de terrain converge avec une aspiration mesurée à l'échelle nationale : le baromètre IFOP pour la Fondation Foncière du Cinéma sur les Français et leur logement établit que 80 % des Français disent préférer la maison individuelle au logement collectif, et que 49 % citent le jardin comme premier critère de choix — signe que l'idéal pavillonnaire observé par Coquard dans la Meuse rurale dépasse très largement le seul monde rural et structure une aspiration populaire beaucoup plus générale.

**Chiffres clés :** 80 % des Français disent préférer la maison individuelle au logement collectif (baromètre IFOP/FFC) · 49 % citent le jardin comme premier critère de choix d'un logement · Entraide de construction documentée par Coquard, p. 33-34

**À préparer** — L'attachement à la maison individuelle avec jardin relève-t-il d'abord d'un choix culturel et affectif, ou d'une contrainte budgétaire (le logement collectif urbain étant souvent moins accessible aux catégories populaires) ?

### THÈSE DISCUTÉE

L'idéal de la maison individuelle avec jardin — et, dans l'imaginaire populaire qui l'accompagne souvent, la terrasse, le barbecue du dimanche et parfois la piscine hors-sol — occupe une place ambivalente dans le débat public français. Un premier regard, hérité d'une critique urbanistique et écologique du « rêve pavillonnaire », y voit un modèle d'étalement urbain coûteux en sols et en déplacements, entretenu par la promotion immobilière plus que par un désir authentiquement populaire. Un second regard, plus proche des enquêtes de terrain comme celle de Coquard, y voit au contraire l'expression sincère d'un désir d'autonomie, d'espace et de maîtrise de son cadre de vie, particulièrement vif dans des catégories sociales pour qui la propriété reste l'un des rares leviers d'ascension patrimoniale accessible.

**À vous de trancher :** la maison individuelle avec jardin est-elle un « piège » consumériste entretenu par le marché immobilier, ou une aspiration populaire légitime qu'il serait paternaliste de disqualifier ?

## 21 Le groupe de potes : la nouvelle structure de la sociabilité populaire rurale

Benoît Coquard, *Ceux qui restent, La Découverte, 2019 ; entretien, lebimsa.fr.*

Coquard documente comment la « bande de potes » (que l'auteur nomme aussi le « clan ») en est venue à remplir des fonctions autrefois tenues par les appartenances villageoises et les collectifs de travail aujourd'hui disparus : trouver un emploi de bouche-à-oreille, se loger, rencontrer un conjoint, accéder à de l'entraide matérielle en cas de coup dur. Cette bande fonctionne aussi comme une instance de classement interne : elle distingue nettement ceux qui en font partie — « fiers et sûrs de leur style de vie », selon les mots de l'auteur — de ceux qui en sont exclus ou jugés en décalage, une frontière sociale locale qui rejoue, à l'intérieur même des classes populaires, des hiérarchies de respectabilité fines (travail stable ou précaire, tenue de la maison, réputation). Les loisirs communs — football, chasse, motocross, apéritifs — ne sont donc pas de simples passe-temps : ils sont le lieu où se construit et se négocie continuellement cette appartenance.

**Chiffres clés :** Fonctions de la « bande de potes » selon Coquard : accès à l'emploi, au logement, à la rencontre amoureuse, à l'entraide matérielle · Loisirs structurants identifiés : football, chasse, motocross, apéritifs

**À préparer** — Le groupe de potes tel que le décrit Coquard réduit-il ou reproduit-il les inégalités internes aux classes populaires rurales (entre ceux qui sont « bien vus » et ceux qui ne le sont pas) ?

### THÈSE DISCUTÉE

La centralité du groupe de pairs dans la vie sociale rurale documentée par Coquard peut être lue de deux façons opposées. Une première lecture y voit une ressource authentiquement protectrice, une solidarité de proximité qui pallie efficacement le retrait des services publics et des collectifs de travail traditionnels, et qui permet à des jeunes gens peu diplômés de construire une existence digne sans dépendre des seules filières scolaires ou institutionnelles de réussite. Une seconde lecture, plus critique, souligne que cette même bande de potes peut aussi enfermer ceux qui n'en épousent pas les codes — travail instable, non-conformité de genre, différence culturelle — dans une marginalisation locale d'autant plus difficile à fuir que le groupe concentre l'essentiel des ressources sociales disponibles sur le territoire.

**À vous de trancher :** le groupe de potes décrit par Coquard est-il d'abord une ressource de solidarité populaire, ou un instrument de contrôle social qui a simplement pris la place des institutions disparues ?

## 22 Le « capital d'autochtonie » : rester comme ressource, pas seulement comme contrainte

Jean-Noël Retière, « *Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire* », *Politix*, n°63, 2003 ; Benoît Coquard, *Ceux qui restent*, La Découverte, 2019.

Le concept de « capital d'autochtonie », forgé par le sociologue Jean-Noël Retière dès 2003 et largement repris depuis dans la sociologie rurale et périurbaine française, désigne les ressources sociales concrètes — réseau de connaissances, réputation construite dans la durée, entraide de voisinage mobilisable en cas de besoin — que procure le seul fait d'être né et d'avoir grandi dans un territoire donné. Ce capital a la particularité de n'être mobilisable qu'à la condition de rester sur place : partir, c'est risquer de le perdre sans garantie d'en reconstruire un équivalent ailleurs. Coquard documente précisément cette crainte chez ses enquêtés, pour qui quitter le territoire reviendrait à « s'accrocher, de perpétuer un style de vie ailleurs dévalorisé » — une désocialisation redoutée qui pèse sur les choix de mobilité bien plus lourdement qu'un simple calcul de revenu espéré en ville. Rester n'est donc pas nécessairement subir une absence de choix : pour une partie de ces jeunes populaires, c'est aussi préserver délibérément un capital relationnel réel, invisible aux seuls indicateurs économiques.

**Chiffres clés :** « Capital d'autochtonie » : concept forgé par Jean-Noël Retière, *Politix*, 2003 · Ressources qu'il recouvre : réseau relationnel, réputation locale, entraide de proximité, mobilisables uniquement sur place

**À préparer —** Le « capital d'autochtonie » permet-il de comprendre autrement les statistiques de pauvreté et de vieillissement rural vues en séquence 1, sans les nier ni les minimiser ?

## 23 Synthèse critique : ethnographie de terrain contre lecture cartographique descendante

Synthèse construite à partir de : Benoît Coquard, *Ceux qui restent*, La Découverte, 2019, et entretien *lebimsa.fr* ; Jean-Noël Retière, « *Autour de l'autochtonie* », *Politix*, n°63, 2003 ; Hervé Le Bras, *entretien Europe 1* ; Violaine Girard, *Le Vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Le Croquant, 2017.

La comparaison entre l'ethnographie de Coquard et les cartographies sociales du monde rural et périurbain (Le Bras, fiches 10-11) est instructive pour la méthode autant que pour le fond. Les deux approches partent d'un même constat objectif — vieillissement, déprise économique, éloignement des services publics dans une large partie du territoire français — mais en tirent des lectures complémentaires plutôt que concurrentes. La cartographie sociale permet de mesurer, de comparer et de généraliser à l'échelle nationale ; l'ethnographie de terrain permet de comprendre les logiques concrètes, souvent affectives et relationnelles, qui expliquent pourquoi la majorité de la population concernée choisit malgré tout de rester. La sociologue Violaine Girard, dans son enquête de terrain sur les ménages populaires périurbains, aboutit à une conclusion méthodologiquement voisine de celle de Coquard : l'adhésion politique de ces catégories est moins univoque qu'une lecture agrégée ne le suggère, et se comprend mieux à partir des trajectoires concrètes de propriété immobilière et de mobilité sociale contrariée que d'un bloc identitaire homogène. Ce dossier documentaire choisit donc délibérément de faire dialoguer les deux échelles d'analyse plutôt que de trancher entre elles.

**Chiffres clés :** Deux méthodes complémentaires : cartographie sociale à l'échelle nationale (Le Bras) / ethnographie de terrain (Coquard, Girard) · Convergence méthodologique Coquard-Girard sur la nécessité du terrain pour nuancer les lectures agrégées

**À préparer —** Une lecture par les statistiques agrégées et une lecture par l'ethnographie de terrain peuvent-elles vraiment être combinées dans un même enseignement, ou faut-il nécessairement en privilégier une ?

## 24 Somewhere versus Anywhere : la grille de lecture de David Goodhart

France Culture, chronique « Les "Gens de partout" contre le "Peuple de quelque part" », 2017. Ouvrage de référence : David Goodhart, *The Road to Somewhere: The Populist Revolt and the Future of Politics*, Hurst, 2017 (trad. fr. *Les Deux Clans : la nouvelle fracture mondiale*, Les Arènes, 2020). [Lien vers la source](#)

Cette chronique de France Culture, adressée fictivement au président de la République sous forme de conseil de lecture, résume avec clarté la grille d'analyse proposée par le journaliste britannique David Goodhart, fondateur du magazine Prospect, devenue une référence internationale pour penser les fractures occidentales contemporaines. Goodhart propose de remplacer le clivage gauche-droite, qu'il juge obsolète, par une opposition entre les « Anywheres », les Gens de Partout — diplômés du supérieur, mobiles, dotés d'une identité qualifiée de « portable », à l'aise dans la mondialisation — et les « Somewheres », le Peuple de Quelque Part — enracinés localement, dépendants de leur réseau familial et territorial de proximité, assignés à une identité prescrite plutôt que choisie. Cette dernière catégorie recoupe très largement, à l'échelle britannique, ce que l'enquête de terrain de Coquard donne à voir de façon beaucoup plus fine à l'échelle d'un canton français (fiches 19-22) : un ancrage vécu comme une identité plutôt que subi comme une contrainte. Selon Goodhart, les Anywheres cumulent un double libéralisme, culturel hérité des années 1960 et économique hérité des années 1980, dont ils sont les principaux bénéficiaires, et ont progressivement vidé les partis de gauche de leurs thématiques sociales traditionnelles au profit de questions identitaires — genre, ethnicité — plus consensuelles au sein de leur propre camp social. Le vote en faveur du Brexit est présenté comme la première victoire électorale majeure du camp Somewhere, provoquée notamment par la libre circulation des travailleurs d'Europe de l'Est décidée de façon jugée prématurée par Tony Blair en 2004. Goodhart plaide en conclusion non pour un rejet de la mondialisation, mais pour un rééquilibrage des politiques publiques — davantage de moyens pour l'enseignement technique et professionnel, ralentissement assumé du rythme des réformes — en faveur du camp Somewhere, condition selon lui d'un apaisement démocratique durable.

**Chiffres clés** : Ouvrage de référence : David Goodhart, *The Road to Somewhere*, 2017 (trad. fr. *Les Deux Clans*, 2020)  
· Vote Brexit (2016) présenté comme la première victoire politique majeure du « Peuple de Quelque Part » en Europe occidentale

**À préparer** — La grille Somewhere/Anywhere de Goodhart, construite comme une typologie nationale à grande échelle, et l'ethnographie fine de Coquard sont-elles deux formulations indépendantes d'un même phénomène occidental, ou des approches aux logiques difficilement comparables ?

### THÈSE DISCUTÉE

La grille de lecture proposée par David Goodhart a rencontré un grand succès médiatique tout en suscitant des critiques universitaires substantielles. Plusieurs politologues britanniques lui reprochent de figer artificiellement en deux blocs homogènes — Anywheres et Somewheres — des identités sociales en réalité beaucoup plus fluides et situationnelles, un individu pouvant se sentir « Anywhere » sur le plan professionnel et « Somewhere » sur le plan familial ou local. D'autres chercheurs pointent le risque d'une explication trop culturaliste du vote Brexit, qui minorerait le rôle des inégalités économiques structurelles (précarisation de l'emploi, sous-investissement dans les territoires post-industriels) au profit d'une opposition de valeurs et d'identités — une critique méthodologiquement proche de celle que l'ethnographie de Coquard adresse implicitement aux typologies nationales trop englobantes (fiche 23) : la finesse du terrain se paie souvent d'une perte de généralité, et inversement.

**À vous de trancher** : une typologie nationale à deux catégories (Goodhart) et une ethnographie fine à l'échelle d'un canton (Coquard) peuvent-elles être mobilisées ensemble dans un même raisonnement, ou faut-il choisir son échelle d'analyse ?

## 25 Jérôme Sainte-Marie : le « bloc élitare » macroniste face au « bloc populaire »

Kévin Boucaud-Victoire (entretien avec Jérôme Sainte-Marie), *Marianne*, « Jérôme Sainte-Marie : "La dynamique élitare du macronisme prépare l'ascension du bloc populaire" » (URL non trouvée). Ouvrage de référence : Jérôme Sainte-Marie, *Bloc contre bloc*, Éditions du Cerf, 2022.

Politologue et ancien sondeur, Jérôme Sainte-Marie développe une grille d'analyse électorale complémentaire à celle de Goodhart, en empruntant explicitement le concept gramscien de « bloc historique ». Il décompose le « bloc élitare » qui a porté Emmanuel Macron au pouvoir en 2017 en trois strates non réductibles à une simple classe sociale au sens marxiste : l'« élite réelle », le 1 % constitué de la haute administration et de la haute finance, dont Macron lui-même, issu de la commission Attali, serait une incarnation ; l'« élite aspirationnelle », l'ensemble des cadres du privé et du public, partageant une vision managériale du monde et un attachement fort à l'intégration européenne — catégorie qui se reconnaît le plus, selon les sondages, dans l'existence même de classes sociales distinctes ; et l'« élite par procuration », une partie substantielle des retraités, structurellement dépendants du système de retraite par répartition et donc favorables aux réformes libérales sans pour autant constituer une classe consciente d'elle-même. Sainte-Marie retrace la généalogie longue de ce projet de réunification des « modernistes » par-delà le clivage gauche-droite, de Pierre Mendès France à Michel Rocard et Dominique Strauss-Kahn, un projet longtemps bloqué par la nécessité électorale, pour la gauche libérale, de composer avec un électorat populaire non libéral. Selon lui, c'est paradoxalement la montée des partis dits populistes qui a permis, via la tripartition de l'espace électoral, l'émergence enfin réussie de ce bloc élitare transpartisan en 2017. Sa thèse centrale est que la dynamique même de ce bloc élitare, de plus en plus étroit sociologiquement et de plus en plus coupé des catégories populaires, prépare paradoxalement, par réaction, la formation future d'un « bloc populaire » alternatif majoritaire dans les urnes.

**Chiffres clés** : Premier tour 2017 : environ un tiers des cadres vote Macron, un cinquième vote Fillon (avantage chez les retraités, 36 % contre 26 %) · Concept gramscien mobilisé : le « bloc historique »

**À préparer** — La notion de « bloc élitare » de Sainte-Marie permet-elle de mieux rendre compte du macronisme que les catégories traditionnelles de classe sociale ou de vote de gauche/droite ?

## C. Recomposition familiale

## 26 François de Singly : la famille entre logique de transmission et logique affective

L'ADN ([ladn.eu](http://ladn.eu)), entretien avec François de Singly, sociologue de la famille, « Les nouveaux modèles familiaux tentent de bousculer les imaginaires ». [Lien vers la source](#)

Dans cet entretien accordé à L'ADN, François de Singly, sociologue de la famille depuis plus de cinquante ans, retrace d'abord la marginalisation historique de son objet d'étude dans une discipline longtemps dominée par le paradigme marxiste, où le mot « famille » lui-même était connoté à droite — au point que Pierre Bourdieu, dans *Les Héritiers*, préfère parler d'héritage sans jamais employer le terme de famille. Sa thèse centrale distingue deux logiques structurantes, en tension mais coexistantes depuis les années 1930 : une « logique de transmission » entre générations, qu'il qualifie de valeur universelle car présente dans tous les modèles familiaux connus, et une « logique affective », l'amour comme fondement du couple, née avec l'imaginaire romantique du XIXe siècle et intrinsèquement fragile, puisque rien ne garantit la durée d'un sentiment. Selon Singly, les évolutions récentes — baisse des mariages, hausse des divorces, familles recomposées, monoparentalité, homoparentalité — ne signalent donc pas une fragilisation de la famille comme institution, mais témoignent au contraire de la force persistante de cet imaginaire affectif : c'est précisément parce que la famille doit rester fondée sur l'amour que sa forme change dès que le sentiment change. La fonction de transmission, elle, se serait simplement redéployée vers l'extérieur du foyer, notamment via les stratégies scolaires de reproduction sociale, plutôt que d'avoir disparu. Interrogé sur les résistances contemporaines — débats sur la PMA, critiques de la « théorie du genre » — Singly identifie le féminisme et ses contrecoups comme principal facteur actuel de déstabilisation, davantage que les nouvelles configurations familiales elles-mêmes, rapidement banalisées une fois établies, comme l'illustre l'exemple du mariage homosexuel.

**Chiffres clés** : Taux de reproduction sociale dans les grandes écoles : plus élevé aujourd'hui que dans les années 1960, selon Singly · Deux logiques familiales : transmission intergénérationnelle (stable) / logique affective (instable depuis le XIXe siècle)

**À préparer** — La multiplication des formes familiales contemporaines traduit-elle un affaiblissement ou, au contraire, une continuité profonde de l'imaginaire familial français ?

## 27 Les mutations quantitatives de la famille française : union libre, divorce, recomposition

Document pédagogique de communication/marketing, « La famille » (corpus local, données Insee non datées avec précision, vraisemblablement années 2000-2010, à recouper avec la fiche 28).

Ce document synthétise les grandes tendances quantitatives de la mutation familiale française sur la seconde moitié du XXe siècle. L'union libre, longtemps réservée aux veufs et aux divorcés jusque dans les années 1960, puis simple étape pré-nuptiale à partir de 1972, est devenue un mode de vie autonome et non plus une répétition du mariage — un basculement culturel majeur si l'on considère que 62 % des Français condamnaient encore ce mode de vie en 1976. Le document documente également l'essor des naissances hors mariage, qui atteignent 40 % en 1997, ainsi que la banalisation progressive des familles monoparentales et des couples volontairement sans enfant. Concernant les recompositions familiales, phénomène central de la fin du XXe siècle, deux tiers des couples divorcés ont des enfants, et dans 85 % des cas ces derniers résident avec leur mère ; la France comptait alors 1,65 million de ménages monoparentaux, dont trois quarts en milieu urbain, et 2,5 millions de « ménages complexes ». Parmi les enfants de parents divorcés, 85 % connaissent une nouvelle union de l'un de leurs parents, et 66 % se retrouvent avec un ou plusieurs demi-frères ou demi-sœurs. Le document analyse enfin, à travers le prisme publicitaire, l'évolution des représentations familiales dans les médias : émergence de la figure de l'« enfant parent », mis en scène comme sachant tout et jugeant ses propres parents ; déclin de la figure d'autorité paternelle traditionnelle, tournée en dérision sous les traits d'un « père adolescent » ; persistance de la figure maternelle organisatrice ; et transformation des grands-parents en figures de complicité plutôt qu'en gardiens de la transmission — autant d'indices sociologiques indirects, mais révélateurs, des recompositions symboliques accompagnant les mutations structurelles de la famille.

**Chiffres clés :** Naissances hors mariage : 40 % en 1997 · 1,65 million de ménages monoparentaux en France métropolitaine (~2000) · 85 % des enfants de parents divorcés connaissent une nouvelle union de l'un de leurs parents

**À préparer** — Les représentations familiales dans la publicité anticipent-elles ou suivent-elles les mutations sociologiques réelles de la famille ?

## 28 Actualisation : trois enfants sur dix vivent avec un seul de leurs parents (2023)

Insee Première n°2032, « En 2023, trois enfants sur dix vivent avec un seul de leurs parents », publié le 14 janvier 2025. [Lien vers la source](#)

Cette étude récente de l'Insee permet d'actualiser précisément les données de la fiche précédente et de mesurer la poursuite de la tendance à la monoparentalité et à la recomposition familiale sur la période la plus contemporaine. En 2023, 67 % des enfants mineurs vivent encore dans une famille dite traditionnelle, avec leurs deux parents, mais 23 % vivent en famille monoparentale et 10 % en famille recomposée, soit au total 30 % des enfants mineurs résidant avec un seul de leurs deux parents, contre 28 % en 2018 — une hausse continue. Cette proportion croît fortement avec l'âge de l'enfant : seulement 13 % des enfants de moins d'un an vivent avec un seul parent, contre 32 % des enfants de dix-sept ans, du fait de la logique cumulative des séparations au fil du temps. L'étude révèle également une inégalité territoriale marquée : plus de 40 % des enfants des départements et régions d'outre-mer vivent en famille monoparentale avec leur mère, contre moins de 20 % en France métropolitaine. Elle documente enfin une vulnérabilité économique et sociale accrue des enfants de familles monoparentales dirigées par une mère : 34 % de ces mères sont sans emploi, contre 24 % dans les familles biparentales, et 25 % vivent en situation de surpeuplement du logement — un rappel utile que la question familiale ne peut être dissociée de la question sociale et du déclassement traitée dans le sous-thème A.

**Chiffres clés :** 30 % des enfants mineurs vivent avec un seul parent en 2023 (contre 28 % en 2018) · Monoparentalité en DROM : plus de 40 %, contre moins de 20 % en métropole · 34 % des mères seules sans emploi, contre 24 % en famille biparentale

**À préparer** — La monoparentalité doit-elle être analysée principalement comme une évolution des mœurs ou comme un facteur aggravant des inégalités sociales ? Les deux lectures sont-elles compatibles ?

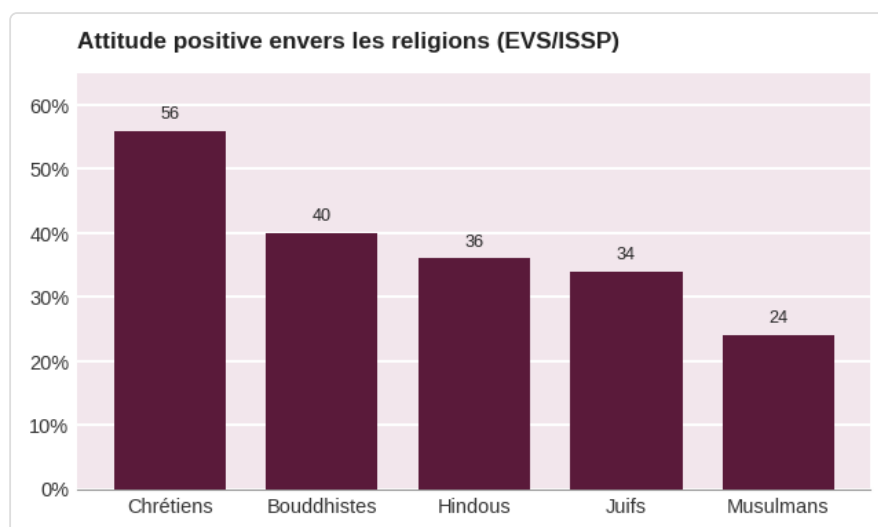
## D. Sécularisation et religion

## 29 Identité religieuse en graphiques : ce que disent les enquêtes

*The Conversation France, « En graphiques : Quelle identité religieuse pour la France ? » (données European Values Study et International Social Survey Programme, module religion, séries longitudinales depuis plus de trente ans).*

S'appuyant sur deux grandes enquêtes internationales longitudinales, l'European Values Study et l'International Social Survey Programme, cet article dresse un état des lieux nuancé du rapport des Français à la religion. Premier constat frappant : l'image des religions dans l'opinion reste très négative et stable dans le temps, puisque 64 % des enquêtés jugent, aussi bien en 1998 qu'en 2018, que les religions apportent plus de conflit que de paix, et 61 % estiment que les personnes très croyantes sont souvent trop intolérantes. Cette défiance n'est cependant pas uniforme selon les cultes : 56 % des enquêtés déclarent une attitude positive envers les chrétiens, 40 % envers les bouddhistes, 36 % envers les hindous, 34 % envers les juifs, mais seulement 24 % envers les musulmans, avec 26 % de réponses franchement négatives contre 4 % seulement pour les chrétiens et 8 % pour les juifs — signe d'une défiance spécifique envers l'islam, sans pour autant qu'existe un rejet global du fait religieux en tant que tel. Second apport majeur de l'article : la distinction entre religiosité institutionnelle et spiritualité diffuse. La moitié des Français se classent dans des catégories simples, « religieux et spirituels » ou « ni l'un ni l'autre », mais l'autre moitié adopte des positions hybrides, notamment la catégorie « pas religieux mais spirituel », en progression de 15 % à 18 % en dix ans, particulièrement chez les moins de trente-cinq ans et les diplômés — révélant une sécularisation institutionnelle qui ne se traduit pas mécaniquement par une disparition du besoin de sens ou de transcendance.

**Chiffres clés :** 64 % jugent que les religions « apportent plus de conflit que de paix » (stable 1998-2018) · Attitude positive : 56 % envers les chrétiens, 24 % envers les musulmans · « Pas religieux mais spirituel » : 15 % → 18 % en dix ans



*Part des enquêtés déclarant une attitude positive envers chaque religion. Source : The Conversation France, d'après European Values Study / International Social Survey Programme.*

**À préparer —** La sécularisation des institutions religieuses s'accompagne-t-elle réellement d'un déclin du besoin de spiritualité, ou seulement de sa recomposition hors des cadres institutionnels ?

### 30 Qu'est-ce qui fait reculer la religion dans le monde ?

Gérard Grunberg, Slate.fr, « Qu'est-ce qui fait reculer la religion dans le monde ? », 3 juillet 2018 (analyse s'appuyant sur les données du Pew Research Center). [Lien vers la source](#)

Cet article de synthèse, qui s'appuie sur les données du Pew Research Center, propose une explication structurelle, et non culturelle, du recul mondial de la pratique religieuse : ni la nature intrinsèque des religions ni un supposé rejet civilisationnel ne l'expliqueraient, mais cinq variables socio-économiques mesurables — la dynamique démographique, l'espérance de vie, le niveau moyen d'études, la richesse par habitant et le niveau des inégalités. Les corrélations internationales présentées sont frappantes : les pays à faible espérance de vie affichent une pratique religieuse massive, comme le Nigeria, où une espérance de vie de 50 ans coexiste avec 90 % d'assistance religieuse régulière, tandis que les pays développés à forte espérance de vie s'en éloignent, comme les Pays-Bas, où 83 ans d'espérance de vie coexistent avec seulement 10 % d'assistance. De même, plus le PIB par habitant augmente, moins la prière quotidienne est fréquente : seulement 18 % en Norvège, dont le PIB par habitant avoisine 70 000 dollars, contre 98 % en Afghanistan, où il atteint à peine 4 000 dollars. Concernant la France, l'article cite une donnée révélatrice de sécularisation même au sein des minorités religieuses les plus pratiquantes : seulement 54 % des musulmans résidant en France jugent la religion très importante dans leur vie, contre plus de 80 % dans les sociétés musulmanes traditionnelles — signe d'une sécularisation à l'œuvre y compris dans des populations perçues comme les plus religieuses par le débat public français. La conclusion de l'auteur est que l'individualisation croissante des sociétés occidentales, plus que la nature propre de telle ou telle religion, explique le mieux la baisse générale de la pratique religieuse.

**Chiffres clés :** 54 % des musulmans de France jugent la religion « très importante », contre plus de 80 % dans les sociétés musulmanes traditionnelles · PIB/habitant et prière quotidienne : 18 % en Norvège (70 000 \$) vs 98 % en Afghanistan (4 000 \$)

**À préparer** — Si la sécularisation est d'abord un phénomène socio-économique, quelles implications cela a-t-il pour les politiques publiques françaises en matière de laïcité et de radicalisation religieuse ?

### 31 La diversité religieuse de la France, vue de près

The Conversation France, « La diversité religieuse de la France, vue de près » (autrice ayant codirigé *Les minorités religieuses en France. Panorama de la diversité contemporaine*, Bayard, 2019).

Cet article déconstruit deux stéréotypes concurrents sur la religion en France : celui d'une France catholique homogène — le catholicisme est passé de plus de 85 % d'appartenance déclarée dans les années 1970 à moins de 50 % aujourd'hui — et celui, inverse, d'une France uniformément sécularisée qui ignorerait sa propre diversité religieuse réelle. L'autrice qualifie le catholicisme contemporain de « minorité paradoxale » : minoritaire en nombre de croyants, mais toujours majoritaire dans l'imaginaire collectif et l'empreinte culturelle du pays. La diversité religieuse française reste largement méconnue au-delà des deux cultes hypermédiatisés que sont l'islam et le protestantisme évangélique, souvent présentés comme des menaces : le bouddhisme, à 2 % de la population, et l'orthodoxie, à 1 %, demeurent quasiment invisibles dans le débat public malgré leur présence réelle. L'article souligne un phénomène sociologique important : la confrontation religieuse croissante — la majorité des Français fréquentent désormais des personnes de convictions différentes — produit des effets contradictoires, davantage de mixité et d'ouverture d'esprit pour certains, davantage de crispation identitaire et de comportements fondamentalistes pour d'autres, notamment chez des minorités récemment installées cherchant à préserver une pratique jugée authentique face aux institutions religieuses de leur pays d'origine. La France se distingue enfin, selon l'European Values Study, comme le pays comptant le plus fort taux d'athées convaincus d'Europe, avec près de 15 % de la population se déclarant sans aucune appartenance religieuse, une proportion en progression sensible.

**Chiffres clés :** Catholiques déclarés : plus de 85 % (1970s) → moins de 50 % (aujourd'hui) · Bouddhistes : 2 % ; Orthodoxes : 1 % · Près de 15 % de Français se déclarent athées, plus fort taux d'Europe

**À préparer** — Le déclin numérique du catholicisme signifie-t-il la fin de son influence culturelle en France ?

## 32 Être musulman·e·s en France : une identité qui n'est pas que religieuse

*The Conversation France, « Être musulman·e·s en France : une identité qui n'est pas que religieuse » (enquête sociologique par entretiens, Île-de-France et Bordeaux, 2010-2017, environ cent entretiens).*

Cette enquête sociologique fine, centrée sur le vécu du ramadan et menée auprès d'une centaine de personnes en Île-de-France et à Bordeaux entre 2010 et 2017, montre que l'identité musulmane en France recouvre au moins trois logiques d'identification distinctes, souvent enchevêtrées chez un même individu. Une première logique est ethno-migratoire : être musulman renvoie à une mémoire collective liée à l'histoire de la colonisation et de l'immigration, y compris chez des personnes se déclarant athées, pour qui cesser de se dire musulman équivaldrait à couper avec sa propre histoire familiale. Cette logique produit un amalgame très fréquemment relevé par les enquêtés eux-mêmes entre « musulman » et « arabe » au sens de culture maghrébine, y compris de la part de musulmans pratiquants qui s'en désolent, rappelant à juste titre que tous les Arabes ne sont pas musulmans, à l'image des chrétiens coptes, et que tous les musulmans ne sont pas arabes. Une seconde logique, strictement confessionnelle, revendique au contraire un islam désethnicisé et universel, fondé sur le choix personnel de croire plutôt que sur l'héritage familial ou national — logique portée notamment par les convertis à l'islam et par les milieux associatifs culturels. L'enquête souligne enfin la spécificité française de ce débat identitaire, liée au statut minoritaire des musulmans dans un rapport majorité-minorité historiquement marqué par la colonisation, un contexte absent des pays à majorité musulmane. Cette pluralité empirique invite à dépasser, dans l'enseignement, toute vision monolithique d'une communauté musulmane unique en France.

**Chiffres clés :** Enquête menée sur environ 100 entretiens qualitatifs, Île-de-France et Bordeaux, 2010-2017 · Trois logiques d'identification distinctes documentées : ethno-migratoire, confessionnelle stricte, culturelle-familiale

**À préparer** — Peut-on parler d'une identité musulmane unique en France, ou faut-il distinguer systématiquement plusieurs logiques d'appartenance souvent confondues dans le débat public ?

## 33 Laïcité et sport : un sujet surpolitisé

*The Conversation France, « Laïcité et sport : un sujet surpolitisé, mais qu'en est-il juridiquement ? », 2025 (contexte : proposition de loi sénatoriale, arrêt du Conseil d'État de juin 2023, saisine attendue de la Cour européenne des droits de l'homme fin 2025).*

Cet article, particulièrement utile pour illustrer la technicité juridique souvent absente du débat médiatique sur le voile dans le sport, rappelle d'abord les fondements de la laïcité française : la loi de 1905, conçue par son rapporteur Aristide Briand comme une loi de liberté et non d'interdiction, garantit trois principes — neutralité de l'État, égalité des cultes, liberté de religion, qu'il s'agisse de croire, de ne pas croire, ou d'extérioriser individuellement ou collectivement ses convictions. L'article retrace la restriction progressive de cette liberté depuis 2004 : interdiction des signes religieux ostensibles à l'école publique en 2004, interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public en 2010, clause de neutralité en entreprise en 2016 — trois restrictions dont l'autrice souligne qu'elles visent en réalité presque exclusivement, dans les faits, les femmes portant le voile, bien qu'elles soient rédigées en termes neutres. Sur le plan strictement juridique, le Conseil d'État distingue en juin 2023 deux régimes : les joueurs sélectionnés en équipe de France, soumis au principe de neutralité du service public, et les autres licenciés, soumis aux seuls statuts de leur fédération — la Fédération française de football ayant ainsi pu interdire tout signe religieux durant les matchs, hors équipe de France. La proposition de loi sénatoriale, si elle était votée, généraliserait cette interdiction à toutes les compétitions, y compris amateurs, faisant de la France le seul pays à restreindre aussi largement la liberté religieuse sportive des femmes musulmanes — une position critiquée en novembre 2024 par le Comité des droits de l'homme des Nations unies, qui a pointé un impact discriminatoire sur les minorités religieuses.

**Chiffres clés :** Trois lois de restriction depuis 2004 : école (2004), dissimulation du visage (2010), neutralité en entreprise (2016) · Décision attendue de la CEDH sur ce sujet avant fin 2025

**À préparer** — La distinction entre neutralité de l'État et liberté de religion des individus est-elle suffisamment claire dans le débat public français sur le voile ?

### 34 La laïcité à l'anglaise : autre pays, autres mœurs ?

*The Conversation France, série « Controverses » / « Laïcité », « La laïcité à l'anglaise : autre pays, autres mœurs ? », 2023 (contexte : couronnement de Charles III, mai 2023).*

Cet article comparatif éclaire, par contraste, les spécificités françaises en montrant qu'un pays peut se séculariser profondément, au sens des trois critères du philosophe Charles Taylor — déclin de la croyance, religion comme choix personnel, séparation entre l'Église et l'État — sans jamais adopter le principe français de laïcité stricte. Le Royaume-Uni conserve en effet une Église d'État, l'Église anglicane, dont le monarque est le chef symbolique depuis Henri VIII, avec vingt-six évêques siégeant de droit à la Chambre des Lords, tout en connaissant une sécularisation des pratiques comparable à celle de la France : au recensement de 2021, pour la première fois, moins de la moitié de la population anglaise et galloise se déclare chrétienne, soit 46 %, contre 59 % en 2011, un chiffre très proche de l'Eurobaromètre français, qui mesurait 47 % de chrétiens en France en 2019. Seuls 15 % des couples britanniques se marient encore religieusement en 2020, la plupart optant désormais pour des rites laïcs assurés par des célébrants humanistes. L'école britannique offre un contrepoint éclairant au modèle français : un tiers des écoles publiques anglaises ont un statut confessionnel officiel, mais les parents peuvent librement retirer leurs enfants des activités religieuses — un système fondé sur le choix individuel que l'autrice juge, en pratique, moins générateur de tensions que le régime français d'exclusion stricte des signes religieux à l'école. L'article conclut que les deux pays affrontent en réalité les mêmes défis — déclin de la pratique, diversification religieuse, tension entre reconnaissance et neutralité — mais avec des solutions institutionnelles radicalement différentes, façonnées par des trajectoires historiques propres à chacun.

**Chiffres clés :** Population se déclarant chrétienne : 46 % en Angleterre/Pays de Galles (2021, contre 59 % en 2011) vs 47 % en France (2019) · Mariages religieux : 15 % des couples britanniques (2020) · Un tiers des écoles publiques anglaises confessionnelles

**À préparer —** La laïcité « à la française » est-elle le seul modèle possible pour gérer la diversité religieuse dans une société sécularisée, ou d'autres équilibres institutionnels sont-ils envisageables ?

### 35 Ces influenceurs fondamentalistes chrétiens qui veulent contrôler nos vies

*L'ADN (ladn.eu), « Ces influenceurs fondamentalistes chrétiens qui veulent contrôler nos vies », [Lien vers la source](#)*

Cet article documente un phénomène américain aux résonances françaises croissantes via les plateformes numériques : la montée d'influenceurs chrétiens fondamentalistes, à l'esthétique volontairement contemporaine — hipster, minimalisme, plantes vertes, vlogs de couple — qui promeuvent en réalité des préceptes rigoristes hérités de la « purity culture » née dans les années 1980 aux États-Unis : abstinence sexuelle avant le mariage, soumission de la femme, rejet du créationnisme scientifique. L'article prend l'exemple d'un couple d'influenceurs suivi par environ 150 000 abonnés sur YouTube, dont le contenu mêle conseils de vie chrétienne, prises de position politiques — opposition aux masques sanitaires, scepticisme climatique implicite — et produits commerciaux, dont un cours de sexualité conjugale vendu 169 dollars. Ce mouvement s'inscrit, selon l'article, dans la continuité de la droite chrétienne américaine historique des années 1970-1980, ainsi que de courants plus radicaux comme le mouvement Quiverfull, qui rejette toute contraception au nom d'une stratégie démographique de conquête religieuse. L'article documente des effets concrets dans la sphère publique américaine : une hausse de 33 % des interdictions de livres dans les écoles publiques en un an, et un doublement des fermetures de cliniques d'avortement dans le Sud et le Midwest — signe que cette esthétique numérique douce accompagne une radicalisation politique bien réelle, à mettre en regard, pour le contexte français, de la fiche consacrée aux influenceurs d'extrême droite.

**Chiffres clés :** Chaîne YouTube suivie par environ 150 000 abonnés · Interdictions de livres dans les écoles publiques américaines : +33 % en un an · Fermetures de cliniques d'avortement doublées (Sud et Midwest)

**À préparer —** L'esthétique « cool » et les codes des réseaux sociaux peuvent-ils rendre plus acceptables des discours religieux traditionnellement perçus comme rigoristes ou datés ?

### 36 Actualisation 2025 : l'enquête Ifop sur les musulmans de France, des chiffres contestés

Ifop, « État des lieux du rapport à l'islam et à l'islamisme des musulmans de France », analyse publiée le 18 novembre 2025 ; débat critique documenté par The Conversation France. [Lien vers la source](#)

Cette actualisation récente illustre un point de méthode essentiel pour la formation universitaire des étudiants : la nécessité d'examiner de façon critique la production même des données sur un sujet aussi sensible que la religiosité musulmane en France. L'enquête Ifop de novembre 2025 sur le rapport des musulmans de France à l'islam et à l'islamisme a suscité une controverse méthodologique relayée par The Conversation, portant notamment sur la représentativité de l'échantillon interrogé, la formulation des questions — avec un risque de biais de désirabilité ou, à l'inverse, de suggestion — et l'interprétation médiatique souvent maximaliste faite de résultats bruts par certains relais politiques et journalistiques. Cette controverse fait directement écho à un débat structurant de la sociologie des religions en France : la difficulté de mesurer scientifiquement un phénomène religieux minoritaire, souvent instrumentalisé politiquement dans les deux sens, par minimisation ou par amplification de la radicalité supposée, et le risque que des instituts de sondage, en réponse à une demande médiatique et politique de chiffres-chocs, produisent des données dont la robustesse scientifique est ensuite contestée par les chercheurs universitaires spécialisés — un cas d'école à traiter en méthodologie des sciences sociales.

**Chiffres clés** : Publication Ifop : 18 novembre 2025 · Controverse méthodologique relayée publiquement par The Conversation France

**À préparer** — Comment distinguer, dans un sondage sur la religiosité d'une minorité, ce qui relève de la mesure scientifique rigoureuse de ce qui relève de la mise en récit politique et médiatique ?

### 37 Les Français croient de moins en moins en Dieu

Le Figaro, « Les Français croient de moins en moins en Dieu » (URL précise non retrouvée ; contenu de l'article non récupéré, réduit à un fragment de titre).

Le titre de cet article du Figaro, média plutôt classé au centre-droit, confirme par un canal médiatique différent, et donc pour un lectorat différent, une tendance déjà documentée de façon convergente ailleurs dans ce dossier : le recul continu de la croyance en Dieu en France, indépendamment de l'orientation éditoriale du média qui la rapporte — signe que ce constat sociologique fait consensus au-delà des clivages politiques habituels sur les questions religieuses. Le contenu intégral de cet article n'a pas pu être récupéré lors de la recherche documentaire, seul un fragment de son titre ayant été identifié dans le corpus source ; les données de contexte disponibles par ailleurs, notamment celles de l'European Values Study déjà citées, confirment que la France affiche l'un des taux d'athées convaincus les plus élevés d'Europe, autour de 15 % de la population sans aucune appartenance religieuse déclarée. Il est recommandé, avant intégration au dossier final, de retrouver l'article complet afin d'en vérifier la source statistique précise — probablement un sondage Ifop ou une enquête European Values Study — ainsi que sa date de publication exacte.

**Chiffres clés** : Convergence avec les données EVS : environ 15 % d'athées déclarés en France, taux le plus élevé d'Europe

**À préparer** — Le constat du recul de la croyance religieuse en France fait-il consensus au-delà des clivages politiques traditionnels sur la laïcité ?

## E. Réseaux sociaux, mépris de classe et radicalisation

---

### 38 French Dream : le voyeurisme de classe sur TikTok

L'ADN (ladn.eu), « French Dream, ces internautes qui compilent les pires TikTok Français ». [Lien vers la source](#)

Ce phénomène numérique éclaire de façon très concrète, via les usages contemporains des réseaux sociaux, la question du mépris de classe documentée par ailleurs dans ce dossier à travers les figures du bobo et de la France périphérique. Depuis 2019, des internautes compilent sur YouTube et TikTok, sous le label ironique « French Dream » — écho moqueur à l'expression American Dream —, des vidéos filmées par des personnes de classes populaires ou précaires, mettant en scène un quotidien cabossé, une maladresse filmique assumée, de l'autodérision ou de la naïveté non maîtrisée, dans le but de susciter le cringe, ce sentiment ambivalent situé entre malaise et fascination. Né sur les forums de JeuxVideo.com, le phénomène a façonné une figure-type moquée surnommée « Magalie », équivalent français de la « Karen » américaine. Le créateur de la chaîne principale, interrogé pour l'article, revendique paradoxalement une proximité sociale avec les personnes filmées — il est lui-même issu d'un milieu populaire et ancien médiateur social — tout en décrivant un rapport assumé d'attraction et de répulsion, et une fascination presque ethnographique pour ce qu'il présente comme un monde parallèle bien réel. Le journaliste cité dans l'article relie ce phénomène à l'importation en France du concept américain de *white trash* et des *freak shows*, dans un contexte post-Gilets jaunes. Cette pratique culturelle numérique constitue un cas d'étude saisissant de mépris de classe recyclé en divertissement, où la moquerie des classes populaires — jugée politiquement incorrecte si elle était formulée explicitement — devient acceptable sous couvert d'humour et de partage viral.

**Chiffres clés :** Plus d'un téraoctet de vidéos compilées avant le lancement de la chaîne (2019, popularisation à partir de 2022) · Phénomène issu et alimenté par les forums JeuxVideo.com

**À préparer** — Le succès du « French Dream » sur les réseaux sociaux révèle-t-il un mépris de classe assumé, ou un mécanisme psychologique et social plus complexe de fascination-répulsion ?

### 39 Influenceurs d'extrême droite : le moteur caché du succès du RN

The Conversation France, « Influenceurs d'extrême droite : le moteur caché du succès du RN », 2024 (contexte : élections européennes de juin 2024).

Cet article documente un facteur structurel souvent sous-estimé dans l'analyse électorale : la puissance numérique du Rassemblement national ne se réduit pas à la communication officielle de ses candidats — Jordan Bardella comptait 1,5 million d'abonnés sur TikTok lors des élections européennes de juin 2024, très largement devant ses concurrents comme Manon Aubry, qui n'en comptait alors que 114 000 —, mais s'appuie sur un écosystème d'influenceurs informels actif depuis plus de dix ans, désigné sous le terme de « fachosphère ». Ces créateurs de contenu, majoritairement de jeunes hommes blancs hétérosexuels à l'exception de quelques figures notables, s'inspirent directement des tactiques de l'alt-right étatsunienne, en ciblant le multiculturalisme, l'immigration, les droits des femmes et des minorités sexuelles. L'article retrace une évolution stratégique nette : un lancement sur YouTube autour de 2015, avec des formats longs et un ton volontairement provocateur, suivi d'une diversification vers TikTok et Instagram avec des formats courts, moins ouvertement idéologiques, mêlant vie quotidienne et opinions politiques pour construire une proximité dite parasociale avec l'audience. Le mouvement s'est également démocratisé : au-delà des figures installées, une myriade de petits comptes anonymes relaient et remixent, sous forme de mèmes ou de montages, le contenu des influenceurs connus, démultipliant sa viralité sans dépendre d'une poignée de leaders identifiables, ce qui complique fortement la régulation de ces contenus pour les plateformes. L'article documente enfin un ressort psychologique central de cette stratégie : l'exploitation de l'antiféminisme chez de jeunes hommes qui perçoivent en moyenne moins fortement les inégalités entre les sexes que les jeunes femmes de leur génération, terreau propice à une radicalisation progressive mêlant antiféminisme et libertarianisme.

**Chiffres clés :** Jordan Bardella (juin 2024) : 1,5 million d'abonnés TikTok, 634 000 sur Instagram · Émergence des influenceurs d'extrême droite français sur YouTube dès 2015 · Vidéos les plus populaires dépassant le million de vues (moyenne habituelle : 100 000 à 400 000)

**À préparer** — Le succès électoral d'un parti peut-il aujourd'hui s'expliquer indépendamment de son écosystème numérique informel de sympathisants et d'influenceurs ?

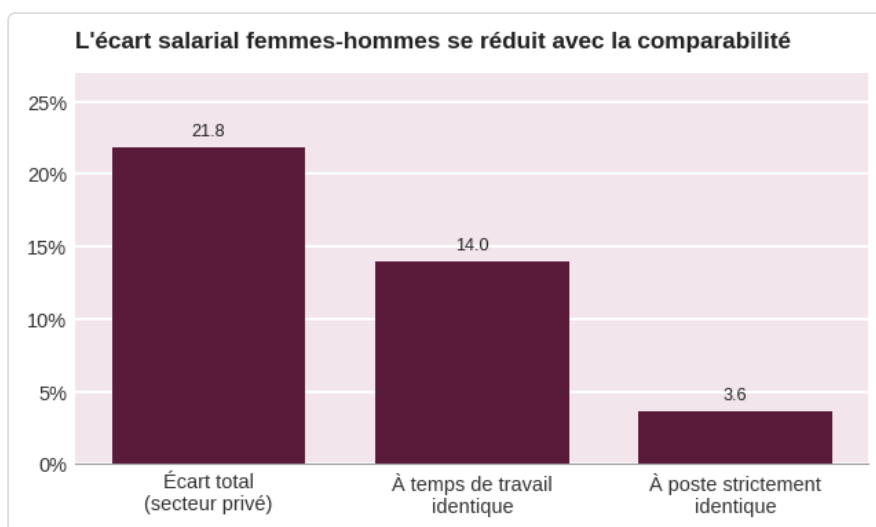
## F. Genre : matière de substitution (dossier local non exploitable)

## 40 L'écart salarial femmes-hommes en France : une réduction qui ralentit

Insee Focus n°377, « Écart de salaire entre femmes et hommes en 2024 », publié en février 2026. [Lien vers la source](#)

Cette note de l'Insee, la plus récente disponible sur le sujet, dresse un état des lieux précis et nuancé de l'écart salarial en France, utile pour dépasser les chiffres médiatiques souvent mal contextualisés. Dans le secteur privé, l'écart de revenu salarial total atteint 21,8 % en défaveur des femmes, soit 22 060 € contre 28 220 € annuels en moyenne, mais ce chiffre agrège des écarts de nature différente. À temps de travail strictement identique, c'est-à-dire en équivalent temps plein, l'écart de salaire net tombe à 14,0 %, les femmes travaillant en moyenne 9,1 % d'heures de moins par an, du fait à la fois d'un taux d'emploi plus faible et d'un recours plus fréquent au temps partiel. Lorsqu'on compare des postes rigoureusement identiques au sein d'un même établissement, l'écart résiduel tombe à 3,6 %, bien qu'une telle comparaison ne concerne qu'un quart des établissements du secteur privé. L'Insee documente également un ralentissement préoccupant de la convergence : l'écart s'est réduit d'un tiers depuis 1995, mais la baisse enregistrée en 2024, 0,4 point, est deux fois plus lente que le rythme moyen observé entre 2019 et 2023, qui était de 0,9 point par an. L'écart s'aggrave par ailleurs fortement avec l'âge, passant de 3,2 % chez les moins de vingt-cinq ans à 24,1 % chez les personnes de soixante ans et plus, et se creuse au sommet de la hiérarchie salariale : les femmes ne représentent que 24 % du 1 % des salaires les plus élevés du secteur privé, alors qu'elles constituent 42 % de l'emploi salarié privé total.

**Chiffres clés :** Écart de salaire total (secteur privé) : 21,8 % en défaveur des femmes (2024) · Écart à temps de travail identique : 14,0 % ; à poste strictement identique : 3,6 % · Femmes parmi le 1 % des salaires les plus élevés : 24 %, contre 42 % de l'emploi salarié privé



Écart de salaire en défaveur des femmes selon le degré de comparabilité des situations, 2024. Source : INSEE Focus n°377, février 2026.

**À préparer** — Lequel de ces trois chiffres (21,8 %, 14,0 % ou 3,6 %) devrait être mis en avant dans le débat public, et pourquoi le choix du chiffre n'est-il jamais neutre politiquement ?

## 41 La perception du plafond de verre reste massive

Étude Ifop pour FLASHS, « Pour 74 % des Français, il est plus difficile de faire carrière quand on est une femme », publiée le 3 juin 2024.

Cette enquête, qui interroge la perception plus que la seule mesure objective des inégalités professionnelles, révèle une conscience très largement partagée des obstacles rencontrés par les femmes dans leur progression de carrière : 74 % des Français jugent qu'il est plus difficile pour une femme de faire carrière que pour un homme. L'étude documente aussi la persistance de comportements sexistes ordinaires en entreprise : 58 % des salariées disent avoir été témoins de remarques sexistes visant des femmes managers, et 41 % ont entendu des commentaires suggérant qu'une femme ayant fait preuve d'autorité managériale serait simplement « de mauvaise humeur » — des remarques jamais adressées dans les mêmes termes à des hommes affirmant leur autorité. Un écart de perception genré apparaît nettement dans les résultats : 37 % des femmes rapportent avoir subi une discrimination liée à leur genre au travail, contre 26 % des hommes qui déclarent la même chose, pour des motifs différents. Fait notable pour comprendre les dynamiques générationnelles du rapport au genre dans le monde du travail : 34 % des hommes de moins de trente-cinq ans déclarent préférer travailler sous la responsabilité d'un supérieur masculin plutôt que féminin — un chiffre qui interroge une possible résistance ou un repli identitaire masculin chez les plus jeunes actifs, à mettre en regard de la fiche suivante consacrée à la polarisation politique genrée des adolescents français.

**Chiffres clés :** 74 % des Français jugent la carrière plus difficile pour une femme · 34 % des hommes de moins de 35 ans préfèrent un supérieur masculin · 37 % des femmes déclarent une discrimination de genre au travail, contre 26 % des hommes

**À préparer** — La préférence exprimée par certains jeunes hommes pour un management masculin traduit-elle un rejet de l'autorité féminine en général, ou une réaction plus spécifique aux transformations récentes du monde du travail ?

## 42 Une fracture générationnelle de genre ? La polarisation politique des adolescents français

Ifop pour Elle, « La "Bof génération" ? Radioscopie politique des adolescents de 15 à 17 ans », publié le 5 février 2026.

Cette étude très récente documente un phénomène déjà bien identifié dans plusieurs démocraties occidentales — États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Corée du Sud — et qui semble désormais toucher également la France : l'émergence, dès l'adolescence, d'un fossé idéologique marqué entre filles et garçons. Selon l'enquête, 56 % des adolescents français interrogés se positionnent plutôt à droite, contre 44 % à gauche, mais cette moyenne globale masque une polarisation genrée nette : la tendance à droite est très fortement portée par les garçons, tandis que les filles restent majoritairement ancrées à gauche. Ce clivage se manifeste également sur la disposition à un éventuel sacrifice pour la nation, plus fréquemment exprimée par les adolescents se situant à droite ou se déclarant religieux, une position moins partagée par les adolescentes de gauche. Cette étude ne porte pas directement sur les questions féministes ou de genre au sens contemporain, telles que l'identité de genre ou la transidentité, mais elle documente un terreau politique polarisé selon le sexe qui recoupe, dans le débat public international, des thématiques de genre plus larges — notamment celle de l'attractivité différenciée des discours masculinistes en ligne auprès des adolescents garçons, déjà évoquée à propos des influenceurs d'extrême droite. Cette polarisation précoce mérite d'être suivie dans les prochaines années comme indicateur d'une possible fracture de genre durable dans la vie politique française, sur le modèle observé aux États-Unis depuis l'élection de Donald Trump.

**Chiffres clés :** 56 % des adolescents français se disent plutôt de droite, 44 % à gauche (2026) · Polarisation genrée marquée : droite portée par les garçons, gauche majoritaire chez les filles · Enquête menée auprès des 15-17 ans, publiée le 5 février 2026

**À préparer** — La polarisation politique genrée observée dès l'adolescence en France s'inscrit-elle dans une tendance internationale plus large, et quels facteurs pourraient l'expliquer ?

### 43 Mixité des métiers : une progression réelle mais très inégale

*Synthèse construite à partir de sources institutionnelles convergentes (Insee Analyses régionales, Dreets, Terra Nova) sur la mixité professionnelle en France, période récente 2023-2025.*

Malgré des décennies de politiques publiques dédiées — semaines de l'industrie, plans d'action régionaux des Dreets —, la mixité des métiers progresse en France de façon très inégale selon les secteurs. Les études institutionnelles disponibles, notamment celles de l'Insee et du think tank Terra Nova, convergent sur un constat : certains métiers restent très fortement genrés dans un sens, comme l'aide à la personne, la petite enfance ou le secrétariat, très majoritairement féminins, comme dans l'autre, à l'image du bâtiment et des travaux publics, des métiers techniques industriels ou du numérique, très majoritairement masculins — avec une évolution lente de ces répartitions sur le temps long, en dépit d'une progression sensible de la mixité dans certains bassins d'emploi urbains dynamiques, comme le documente l'Insee pour l'Île-de-France. La faible mixité des métiers est identifiée par ces travaux comme l'un des facteurs structurels majeurs de l'écart salarial documenté à la fiche 40 : les secteurs à prédominance féminine sont statistiquement moins valorisés et moins rémunérés que les secteurs à prédominance masculine, à niveau de qualification comparable — un mécanisme de dévalorisation salariale des métiers féminisés, documenté de longue date par la sociologie française du travail. Cette synthèse, construite à partir de plusieurs sources institutionnelles convergentes mais non vérifiées individuellement dans le détail, devra être actualisée et précisée auprès des sources primaires de l'Insee et de la Dares avant intégration définitive au dossier.

**Chiffres clés :** Écart de rémunération significatif entre secteurs à prédominance féminine et masculine, à qualification comparable · Progression de la mixité jugée lente et très inégale selon les secteurs

**À préparer —** La faible mixité des métiers est-elle une cause ou une conséquence des inégalités salariales entre femmes et hommes ?

### 44 Les débats sur l'identité de genre à l'école : une controverse politique et pédagogique

*Synthèse construite à partir de la veille de presse généraliste (franceinfo ; Causeur, « Circulaire sur l'identité de genre en milieu scolaire » ; débats parlementaires 2025-2026 à l'Assemblée nationale). Sources partisans des deux bords, à traiter avec prudence pédagogique renforcée en cours.*

La France connaît, sur la période 2025-2026, une intensification du débat public sur la place de l'identité de genre à l'école, cristallisé notamment autour d'une circulaire ministérielle relative à l'accompagnement des élèves transgenres ou en questionnement de genre en milieu scolaire. Ce débat oppose, de façon schématique mais représentative des lignes de fracture idéologiques observées ailleurs dans ce dossier, deux camps : d'un côté des associations et des enseignants demandant un cadre clair de protection et d'accompagnement des élèves en questionnement d'identité de genre, au nom de la lutte contre le harcèlement et la souffrance psychique documentée chez ce public par les études de santé publique disponibles ; de l'autre, des collectifs de parents et des médias conservateurs dénonçant une intrusion idéologique dans l'enseignement et un risque de confusion pour des enfants jugés trop jeunes pour ce type de questionnement. Ce débat français recoupe une controverse plus large, déjà documentée dans plusieurs pays occidentaux comme le Royaume-Uni ou les États-Unis, sur l'articulation entre droits des personnes transgenres, autorité parentale et rôle de l'institution scolaire — débat sur lequel la Défenseure des droits française a publié une décision-cadre en 2025. Ce thème, particulièrement sensible et clivant, doit impérativement être traité en cours avec un appareil critique fort, en confrontant systématiquement les sources partisans des deux bords à des données de santé publique et de sciences de l'éducation vérifiées, plutôt qu'en se limitant à la couverture médiatique polémique du sujet.

**Chiffres clés :** Débat documenté à l'Assemblée nationale sur la période 2025-2026 · Décision-cadre de la Défenseure des droits sur les droits des personnes transgenres publiée en 2025

**À préparer —** Comment un cours universitaire peut-il traiter un sujet aussi politiquement clivant que l'identité de genre à l'école sans reproduire lui-même les biais partisans des sources médiatiques disponibles ?

## Bloc 2 (2h) — Cartographie des valeurs : au-delà de la gauche et de la droite

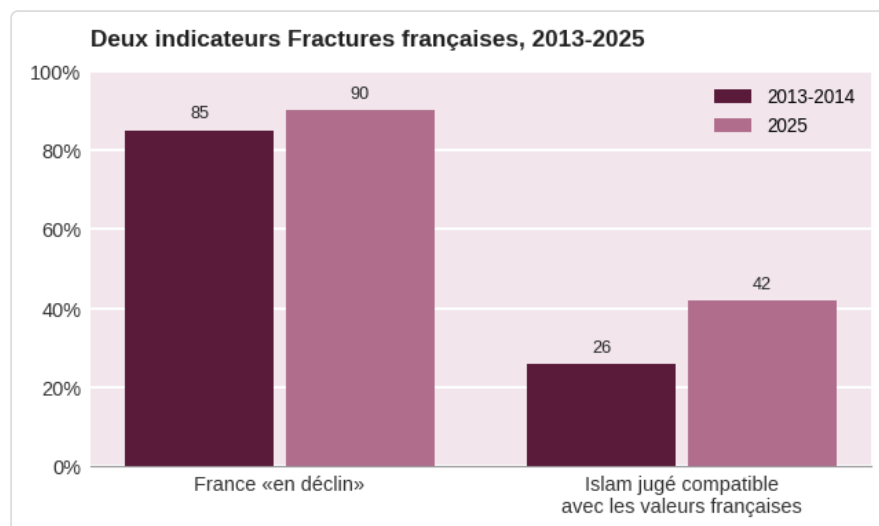
### Sous-thème 1 — Les 4 familles politiques et au-delà du clivage gauche-droite

#### 45 Treize ans de Fractures françaises : le bilan longitudinal 2013-2025

CEVIPOF, *Fractures françaises. Une radiographie des opinions publiques depuis 2013, infographies de synthèse, octobre 2025 (vague 13, terrain Ipsos BVA du 1er au 9 octobre 2025, n=3000).*

Ce document de synthèse condense treize années de mesures continues. Le déclinisme atteint un niveau record : 90% des Français jugent la France « en déclin » en 2025, contre 85% en 2014, et près d'un tiers d'entre eux estiment ce déclin irréversible. Le sentiment d'une société plus violente progresse également, de 65% en 2014 à 67% en 2025. Le racisme continue d'être perçu comme présent par 81% des répondants, un chiffre stable depuis 2020. L'immigration, elle, demeure une préoccupation secondaire (22% en 2025) loin derrière le pouvoir d'achat, qui reste la priorité la plus citée malgré un léger recul depuis 2013. Un résultat contre-intuitif mérite d'être souligné : la compatibilité perçue de l'islam avec les valeurs de la société française progresse nettement sur la période, passant de 26% à 42%, quand le catholicisme et le judaïsme restent, eux, très largement acceptés. La note se referme sur un apport conceptuel majeur repris dans les enquêtes suivantes : Kevin Arceneaux et Anne Muxel y identifient un espace politique structuré par quatre familles de valeurs indépendantes du clivage gauche-droite traditionnel — étatistes nationaux, étatistes ouverts, libéraux nationaux et libéraux ouverts — dont la fiche suivante détaille la portée.

**Chiffres clés :** 90% jugent la France « en déclin » en 2025 (record) · compatibilité perçue de l'islam : 26% (2013) → 42% (2025) · pouvoir d'achat, 1<sup>re</sup> préoccupation citée par 36% des Français · 81% jugent le racisme présent dans la société



Part des Français jugeant la France « en déclin » et part jugeant l'islam compatible avec les valeurs françaises, 2013-2014 et 2025. Source : CEVIPOF, *Fractures françaises, vague 13, octobre 2025.*

**À préparer** — Comment expliquer que le déclinisme et le sentiment d'insécurité culturelle progressent sur longue période alors que plusieurs indicateurs objectifs de tolérance s'améliorent dans le même temps ?

## 46 Les 4 familles politiques : un espace bien plus divers que le clivage gauche-droite

Kevin Arceneaux et Anne Muxel, « Fractures françaises : un espace politique français bien plus divers que le clivage gauche-droite », *Le Monde*, octobre 2025 ; repris dans CEVIPOF, *Fractures françaises, infographies*, octobre 2025.

Les auteurs croisent deux axes de valeurs — un axe économique (étatiste versus libéral) et un axe culturel (national versus ouvert) — pour construire une typologie à quatre pôles : étatistes nationaux, étatistes ouverts, libéraux nationaux et libéraux ouverts. Appliquée aux électors, cette grille révèle une hétérogénéité interne considérable au sein de chaque famille partisane. Chez les sympathisants de la gauche radicale, une nette majorité se classe libérale ouverte, mais une minorité significative reste étatiste nationale. À droite, la majorité est libérale nationale, avec toutefois une frange non négligeable de libéraux ouverts. À l'extrême droite, la matrice culturelle domine très largement la matrice économique : les deux tiers de l'électorat sont libéraux nationaux, et moins d'un tiers étatistes nationaux. Fait remarquable, chez les personnes ne se reconnaissant dans aucun parti, la distribution est presque également répartie entre les quatre profils, signe que l'abstention et le rejet du système partisan ne recourent pas un socle de valeurs homogène. Les auteurs concluent que cette hétérogénéité intra-partisane compte parmi les facteurs du profond malaise politique vis-à-vis de la représentation, chaque famille partisane rassemblant en réalité des électors aux logiques de valeurs parfois contradictoires.

**Chiffres clés** : extrême droite : 66% libéraux nationaux, mais 29% étatistes nationaux · gauche radicale : 65% libéraux ouverts, mais 15% étatistes nationaux · électeurs « sans parti » : répartition quasi égale entre les 4 profils de valeurs

**À préparer** — En quoi cette grille à 4 familles permet-elle de comprendre pourquoi un même électors (RN, LFI) peut sembler incohérent idéologiquement si l'on s'en tient au seul axe gauche-droite ?

## 47 Justice sociale et libéralisme économique : les paradoxes transpartisans

Ipsos-BVA, *Fractures françaises*, vague 13, section « Les enjeux économiques et sociaux », octobre 2025, p.76-88.

Les données 2025 révèlent des combinaisons de valeurs contre-intuitives. Une majorité de Français (61%) juge qu'il faudrait « prendre aux riches pour donner aux pauvres » pour établir la justice sociale, en légère hausse depuis 2013 — mais dans le même temps, l'adhésion à la théorie du ruissellement atteint son plus haut niveau depuis 2018, avec près d'un Français sur deux qui pense que l'enrichissement des plus favorisés profite à l'ensemble de la société. Le RN occupe une position singulière dans ce paysage : ses sympathisants sont à la fois très favorables à la redistribution — davantage encore que les sympathisants de Renaissance — et fortement acquis au ruissellement, une combinaison qu'aucun autre grand courant politique n'affiche avec la même intensité, illustrant le caractère attrape-tout du RN sur les questions économiques. Sur le rapport au travail, une majorité de Français (60%) estime que les chômeurs pourraient retrouver un emploi s'ils le voulaient réellement, un jugement partagé de façon convergente entre Renaissance, LR et RN. Enfin, l'action syndicale n'est jugée efficace pour les salariés que par une minorité de Français, un scepticisme particulièrement marqué à droite et au RN, mais qui reste également largement partagé au centre-gauche.

**Chiffres clés** : 61% pour « prendre aux riches pour donner aux pauvres » · 49% adhèrent aussi au ruissellement (record depuis 2018) · RN : 57% pro-redistribution ET 50% pro-ruissellement · seuls 30% jugent l'action syndicale efficace

**À préparer** — Le RN peut-il être qualifié de parti « de gauche sur le plan économique » au vu de ces chiffres, ou s'agit-il d'une position qui échappe à la grille gauche-droite traditionnelle ?

## Sous-thème 2 — Le Rassemblement national : image et sociologie du vote

## 48 L'implantation du RN et ses temporalités depuis 2015

Luc Rouban, « L'implantation du RN dans la société française et ses temporalités depuis 2015 », Note de recherche du CEVIPOF — Collection *Fractures françaises*, n°1, octobre 2025, 12 p.

Luc Rouban démontre que la percée électorale du RN depuis 2022 n'a pas été un choc soudain, mais l'aboutissement d'une banalisation progressive entamée dès 2015, antérieure aux victoires électorales elles-mêmes. L'analyse par catégorie sociale révèle des temporalités distinctes. Chez les ouvriers, cœur électoral historique du parti, le rapprochement s'accélère dès 2017 avec un pic après la crise des Gilets jaunes fin 2018. Chez les cadres, le basculement ne commence qu'en 2021, s'accroissant nettement après 2022, en lien avec la déliquescence de LR. Chez les retraités, longtemps acquis à la droite modérée, l'inflexion démarre dès 2018, mais la levée des réserves sur l'extrémisme et le danger démocratique du parti n'intervient qu'à partir de 2021. Le point central de la note est ailleurs : ce n'est pas la xénophobie qui explique cette dynamique — les indices de rejet de l'immigration et des religions restent stables, voire déclinent depuis 2019 — mais le rejet croissant de la mondialisation, perçue à la fois comme menace économique et culturelle, seul indice de valeurs en nette hausse continue depuis 2018. Rouban conclut que le vote RN de 2022-2024 « n'est plus le vote FN » : ni vote de pauvres, ni vote populiste classique, ni vote raciste systémique, mais un vote multifactoriel porté par une demande de maîtrise retrouvée des destins individuels et collectifs.

**Chiffres clés** : démocratie jugée irremplaçable : 74% (2015) → 65% (2024) · parmi les sympathisants RN 2024, à peine 50% défendent le régime démocratique (75% chez ceux qui jugent le RN dangereux) · rejet de la mondialisation : seul indice de valeurs en hausse continue depuis 2018

**À préparer** — Si le rejet de l'immigration n'a pas augmenté depuis 2015, comment expliquer que le vote RN, historiquement identifié à cet enjeu, ait pourtant fortement progressé sur la même période ?

## 49 L'image du RN en 2025 : records de compétence perçue, reflux des qualificatifs négatifs

Ipsos-BVA, *Fractures françaises, vague 13, « La perception des partis politiques »*, octobre 2025, p.106-126.

Les séries longitudinales 2014-2025 sur l'image du RN montrent une dynamique de normalisation qui se poursuit et s'accroît en 2025, dans un contexte pourtant marqué par la censure du gouvernement Barnier et une forte instabilité institutionnelle. Le qualificatif « capable de gouverner le pays » atteint un niveau record, tout comme celui de parti « proche de vos préoccupations ». Symétriquement, les qualificatifs négatifs reculent à leur plus bas niveau historique : la proportion jugeant le RN « dangereux pour la démocratie » passe pour la première fois sous la barre des 50%, et le qualificatif de parti « xénophobe » recule nettement par rapport à 2015. Ces deux dynamiques — image positive en hausse, image négative en baisse — se déroulent simultanément depuis 2021 environ, ce qui suggère un phénomène de désensibilisation cumulatif plutôt qu'un simple transfert d'opinion entre catégories. Un fait mérite toutefois d'être souligné pour nuancer le récit d'une dédramatisation achevée : même dans ce contexte de normalisation avancée, une majorité des Français continue de qualifier le RN de parti d'extrême droite. La banalisation de l'image de compétence coexiste donc, en 2025, avec une identification idéologique qui, elle, demeure largement stable.

**Chiffres clés** : « capable de gouverner le pays » : 23% (2014) → 47% (2025), record · « dangereux pour la démocratie » : sous la barre des 50% pour la 1<sup>re</sup> fois (49% en 2025) · 66% qualifient toujours le RN de parti « d'extrême-droite » en 2025

**À préparer** — Peut-on parler de « dédramatisation » du RN si les Français continuent, à 66%, à le qualifier de parti d'extrême-droite ? Quelle distinction faire entre changement d'image et changement de catégorisation idéologique ?

## 50 Le vote RN n'est pas la projection mécanique du soutien au parti

Luc Rouban, « L'implantation du RN dans la société française et ses temporalités depuis 2015 », Note de recherche du CEVIPOF, n°1, octobre 2025, section « Le vote RN n'est pas la projection mécanique du soutien au parti ».

Rouban construit un indice synthétique de soutien global au RN, fondé sur cinq items, et le confronte au vote effectif au premier tour des législatives de 2024. Le résultat est contre-intuitif : parmi les personnes situées au niveau supérieur de soutien au RN, moins de la moitié ont effectivement voté pour un candidat du parti — une part importante s'étant abstenue ou ayant voté blanc ou nul, une minorité ayant même voté pour un candidat Ensemble ou LR. L'abstention apparaît ainsi comme un véritable vivier d'électeurs potentiels pour le RN, dans un continuum où des personnes politiquement détachées partagent la sociologie de valeurs de l'électorat RN sans nécessairement voter pour lui. La sociologie du passage à l'acte diverge fortement selon les catégories sociales. Les ouvriers votent le plus fidèlement pour le RN une fois acquis à son soutien, avec la plus faible propension à se reporter sur LR. Les cadres actifs, même lorsqu'ils soutiennent fortement le RN, s'abstiennent le plus et votent le moins effectivement pour lui. Les retraités, à l'inverse, s'abstiennent le moins et se répartissent davantage entre RN, Ensemble et LR. Cette analyse nuance fortement les lectures qui assimilent mécaniquement opinion favorable et comportement électoral effectif.

**Chiffres clés** : parmi les plus forts soutiens au RN, seuls 46% ont voté RN au 1er tour des législatives 2024 · ouvriers : 51% de vote RN effectif · cadres soutenant le RN : seulement 42% votent RN, 37% s'abstiennent

**À préparer** — Que nous apprend l'écart entre soutien déclaré et vote effectif sur les limites des sondages d'intentions de vote, et sur le potentiel de mobilisation encore inexploité du RN ?

## 51 Le paradoxe démocratique du soutien au RN

Luc Rouban, op. cit., n°1, CEVIPOF, octobre 2025, section « Un changement d'image partiel » ; complété par Ipsos-BVA, *Fractures françaises* vague 13, « Le rapport à la démocratie et aux élus », p.99-105.

L'un des résultats les plus saisissants du corpus concerne le lien entre soutien au RN et attachement au régime démocratique lui-même. En 2015, les personnes jugeant le RN « proche de leurs préoccupations » défendaient massivement la démocratie comme régime irremplaçable ; en 2024, cette adhésion a nettement reculé au sein de ce même groupe. Le même mouvement s'observe chez ceux qui jugent le RN « capable de gouverner ». À l'inverse, chez les personnes qui qualifient le RN de « dangereux pour la démocratie » ou de « xénophobe », l'attachement au régime démocratique reste élevé, malgré l'érosion générale observée dans l'ensemble de la population. Autrement dit, l'écart entre sympathisants et opposants au RN sur l'attachement démocratique s'est creusé sur la période, alors même que le soutien global à la démocratie recule dans l'ensemble de la société française. Ce résultat pose une question clé pour un cours consacré à la déconsolidation démocratique : le succès électoral du RN est-il corrélé, structurellement, à un affaiblissement de l'adhésion démocratique chez une partie croissante de son électorat, ou bien cette érosion précède-t-elle et explique-t-elle le vote plutôt que l'inverse ?

**Chiffres clés** : attachement à la démocratie chez les proches du RN : 62% (2015) → 53% (2024) · chez ceux jugeant le RN dangereux : reste à 73% (2024) · ensemble de la population : démocratie jugée « irremplaçable » : 74% (2015) → 65% (2025)

**À préparer** — L'érosion de l'attachement démocratique observée chez les soutiens du RN est-elle une cause ou une conséquence de leur adhésion au parti ? Comment un sondage pourrait-il permettre de trancher ce problème de causalité ?

## 52 L'échec social subjectif : la fracture invisible et le meilleur prédicteur du vote RN

Luc Rouban, « L'échec social subjectif ou la fracture invisible », Note de recherche, *Enquête Fractures françaises 2024*, note n°1, janvier 2025, 11 p., Sciences Po CEVIPOF (données vague 12, novembre 2024, n=3000). [Lien vers la source](#)

Rouban construit trois indices de vulnérabilité sociale : la solitude, l'assignation spatiale (impossibilité de mobilité) et l'échec social subjectif, défini comme le sentiment de dégradation relative par rapport aux autres groupes sociaux et par rapport à ses propres parents. Ce dernier indice est de loin le plus répandu, touchant une majorité des Français à un niveau élevé, contre des parts nettement plus faibles pour la solitude et surtout pour l'assignation spatiale — ce qui relativise fortement les lectures purement géographiques du vote, notamment la thèse d'une « France périphérique ». Parmi les trois dimensions, l'échec social subjectif est de loin le meilleur prédicteur du niveau de libéralisme culturel, du rejet de l'immigration et du vote RN : au second tour de la présidentielle 2022, le vote Le Pen progresse très fortement entre le niveau le plus bas et le niveau maximal de cet indice. Une régression multivariée confirme que l'échec social subjectif prédit mieux le rejet culturel que le niveau de diplôme lui-même. Rouban établit enfin un lien généalogique explicite avec les Gilets jaunes : la contestation ne porterait pas tant sur la lutte des classes classique que sur l'échec ressenti de la méritocratie républicaine, un thème d'ailleurs repris par François Bayrou dans son discours de politique générale de janvier 2024 sur « la promesse française ».

**Chiffres clés** : 60% des Français au niveau élevé d'échec social subjectif (vs 43% solitude, 31% assignation spatiale) · vote Le Pen au 2nd tour 2022 : 20% (niveau 0) → 64% (niveau maximum) · l'échec social subjectif prédit mieux le rejet culturel que le diplôme

**À préparer** — En quoi cette approche par « historicité individuelle » renouvelle-t-elle l'explication sociologique classique du vote RN par la seule catégorie socioprofessionnelle ou le territoire ?

## Sous-thème 3 — Immigration, religions et racisme perçu : un clivage éducatif stable

### 53 L'évolution des attitudes anti-immigration en France (2013-2024) : une stabilité de fond

Kevin Arceneaux, « Évolution des attitudes anti-immigration en France (2013-2024) », Note de recherche du CEVIPOF — *Collection Fractures françaises*, n°4, octobre 2025, 5 p.

À partir d'un indicateur synthétique construit sur quatre questions — perception d'un excès d'étrangers, sentiment de dépossession culturelle, intégration perçue des immigrés, lien supposé entre immigration et chômage — Arceneaux montre qu'une majorité de la population française exprime, à des degrés divers, des attitudes anti-immigration depuis 2013, avec une seule inflexion notable : un recul statistiquement significatif entre 2018 et 2019, sans doute lié à l'espoir suscité par l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, suivi d'un retour au niveau initial dès 2022. Le facteur le plus discriminant demeure le niveau d'éducation, avec un écart d'environ vingt points entre diplômés du supérieur et non-diplômés, relativement stable dans le temps. Arceneaux mobilise le cadre théorique de Gethin, Martínez-Toledano et Piketty sur l'inversion du clivage éducatif depuis les années 1990 : alors que jusqu'à cette date les diplômés votaient plutôt à droite et les non-diplômés plutôt à gauche selon le schéma classique de Lipset et Rokkan, la logique s'est depuis inversée, les diplômés se rapprochant de la gauche et les non-diplômés des partis anti-immigration. Point à souligner en cours : une minorité non négligeable de diplômés du supérieur exprime elle aussi des opinions anti-immigration, ce qui interdit toute lecture binaire entre niveau d'éducation et tolérance.

**Chiffres clés** : écart diplômés/non-diplômés sur les attitudes anti-immigration : ~40% vs ~60% (20 points, stable depuis 2013) · baisse ponctuelle de 5 points entre 2018 et 2019, effacée dès 2022 · référence théorique : Gethin, Martínez-Toledano & Piketty (2022), *The Quarterly Journal of Economics*

**À préparer** — Le renversement du clivage éducatif décrit par Piketty et ses coauteurs est-il propre à la France, ou observé dans d'autres démocraties occidentales depuis les années 1990 ?

## 54 Perception des religions : catholicisme et judaïsme largement acceptés, islam toujours contesté

Ipsos-BVA, *Fractures françaises*, vague 13, « La perception des principales religions », octobre 2025, p.67-72.

Interrogés sur la compatibilité de chaque religion avec les valeurs de la société française, les Français distinguent nettement trois régimes de perception. Le catholicisme est jugé compatible par une très large majorité, stable et transpartisane, y compris chez les sympathisants de la gauche radicale. Le judaïsme recueille un niveau d'acceptation également élevé, avec un clivage politique modéré. L'islam, en revanche, n'est jugé compatible que par une minorité de Français en 2025 — un chiffre qui a néanmoins progressé de seize points depuis 2013. Le clivage politique y est massif, avec un écart de plus de cinquante points entre les sympathisants de la gauche radicale et ceux du RN, clivage auquel se superpose un net clivage générationnel, les plus jeunes se montrant sensiblement plus ouverts que leurs aînés. Par ailleurs, le sentiment que le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie sont présents dans la société française reste élevé et largement transpartisan, y compris chez les sympathisants des partis les plus concernés par ces accusations : une majorité de sympathisants RN reconnaît elle-même la réalité du racisme, de l'antisémitisme et, dans une moindre mesure, de l'islamophobie — ce qui nuance sensiblement l'image d'un électorat unanimement dans le déni sur ces sujets.

**Chiffres clés :** compatibilité perçue de l'islam avec les valeurs françaises : 42% en 2025 (+16 points depuis 2013) · écart RN/gauche radicale sur la compatibilité de l'islam : 18% vs 73% (55 points) · 65% des sympathisants RN jugent l'islamophobie présente dans la société

**À préparer —** Comment expliquer la coexistence, chez une majorité de Français y compris sympathisants RN, d'une reconnaissance du racisme et de l'islamophobie comme réalités sociales ET d'un scepticisme sur la compatibilité de l'islam avec les valeurs nationales ?

## 55 Rejet de l'immigration : la mondialisation dépasse l'enjeu migratoire comme moteur du vote RN

Croisement des données Ipsos-BVA vague 13 (« Les attitudes et opinions racistes et xénophobes », p.54-66) et de Luc Rouban, *op. cit.*, n°1, CEVIPOF, octobre 2025.

En 2025, une nette majorité de Français juge qu'il y a « trop d'étrangers en France », un chiffre stable depuis une décennie, et une majorité également estime que l'on pourrait trouver la main-d'œuvre nécessaire sans recourir à l'immigration, proportion en légère hausse depuis 2022. Ces indicateurs de rejet de l'immigration sont donc restés globalement stables sur dix ans, comme le confirme également la note d'Arceneaux présentée en fiche 9. Or, dans le même temps, le soutien électoral au RN a fortement progressé. Rouban établit statistiquement que ce n'est pas l'indice de rejet de l'immigration qui explique cette progression, mais l'indice de rejet de la mondialisation — perçue comme une menace à la fois économique et culturelle —, en forte hausse continue depuis 2018. Une analyse en composantes principales montre en outre que le soutien au RN chez les cadres et les retraités s'associe surtout à la menace perçue de la mondialisation, tandis que celui des ouvriers reste davantage corrélé au rejet de l'immigration et des religions. Cette différenciation prouve que le socle électoral du RN est devenu multifactoriel, avec des motivations profondes socialement différenciées selon les catégories.

**Chiffres clés :** 65% jugent qu'il y a « trop d'étrangers en France » en 2025, stable sur 10 ans · mondialisation jugée menace pour la France : 60% en 2025 (pic à 64% en 2024) · soutien RN des cadres/retraités lié à la mondialisation ; celui des ouvriers lié à l'immigration/religion

**À préparer —** Peut-on encore parler d'un « vote immigration » pour caractériser l'électorat RN de 2025, ou faut-il désormais parler d'un « vote anti-mondialisation » aux répercussions culturelles ?

## Sous-thème 4 — Rapport à l'Europe et à la mondialisation

## 56 Le paradoxe européen français : soutien diffus, rejet spécifique

Bruno Cautrès, « Le rapport ambivalent des Français à la construction européenne », *Note de recherche du CEVIPOF — Collection Fractures françaises*, n°5, octobre 2025, 10 p.

Cautrès pose un paradoxe central : la France a élu deux fois Emmanuel Macron, chef d'État parmi les plus engagés pour la construction européenne, tout en donnant au RN ses trois dernières victoires aux élections européennes de 2014, 2019 et 2024. Il mobilise la distinction classique, empruntée à David Easton, entre soutien « diffus » — l'adhésion de principe — et soutien « spécifique » — l'approbation des politiques concrètes : la confiance dans l'Union européenne a fortement oscillé sur la période, avec un point bas en 2014 et un pic en 2022, sous l'effet de la guerre en Ukraine, avant de retomber en 2024 à des niveaux proches de 2018-2019. Les inflexions positives coïncident systématiquement avec des crises exogènes — Covid, guerre en Ukraine — mais ces gains restent de courte durée. Sur les politiques concrètes, l'évaluation demeure négative, en particulier sur la politique migratoire européenne ; seule une faible minorité de Français souhaite renforcer les pouvoirs de décision de l'UE au détriment de la France. Le clivage social apparaît massif et remarquablement stable dans le temps : les cadres supérieurs jugent très majoritairement l'appartenance à l'UE comme une bonne chose, contre une minorité chez les ouvriers, un écart de plus de trente points quasi identique entre 2014 et 2018. Cautrès conclut sur un avertissement explicite quant au risque, lors du prochain élargissement prévu en 2030, de reproduire un scénario comparable au référendum de 2005.

**Chiffres clés** : confiance dans l'UE : de 27% (2014) à un pic de 50% (2022), retombée en 2024-2025 · écart cadres supérieurs/ouvriers sur l'appartenance à l'UE : 75% vs 40% (stable 2014-2018) · seuls ~20% souhaitent renforcer les pouvoirs de l'UE

**À préparer** — La distinction entre soutien « diffus » et soutien « spécifique » (Easton) permet-elle de comprendre pourquoi les grandes crises redonnent temporairement confiance en l'UE sans jamais renforcer durablement le désir d'intégration politique ?

## 57 L'Europe comme clivage : extrêmes convergents contre modérés

Bruno Cautrès, *op. cit.*, n°5, CEVIPOF, octobre 2025, section « Des fractures à propos de l'Europe insérées dans des fractures sociales et politiques » ; complété par Ipsos-BVA vague 13, « La confiance dans les individus et les organisations », p.24.

Cautrès montre que l'adhésion à l'Union européenne dessine une courbe en U inversé selon le positionnement gauche-droite : les personnes se classant très à droite et très à gauche sont toutes deux nettement moins europhiles que les positions modérées, plutôt à droite ou plutôt à gauche. Cette convergence des extrêmes sur l'euroscpticisme, documentée dès 2018, se retrouve dans les données 2025 : la confiance dans l'Union européenne mesurée par Ipsos, en légère hausse après deux années de baisse, reste très inférieure à la confiance accordée aux maires ou même aux entreprises. Cautrès situe ce résultat dans un débat académique plus large sur la nature « clivante » de l'enjeu européen : s'agit-il d'un clivage nouveau et structurant les recompositions partisans, ou d'un conflit d'interprétation de la souveraineté qui vient simplement se greffer sur des clivages préexistants ? La question reste ouverte dans la littérature, mais les fractures territoriales — les zones rurales se montrant moins europhiles que les métropoles — et sociales, liées au diplôme et au revenu, apparaissent comme le socle stable sur lequel se construit l'euroscpticisme partisan, quelle que soit l'étiquette politique qui l'exprime.

**Chiffres clés** : adhésion à l'UE : 33% (très à droite), 72% (plutôt à droite), 77% (plutôt à gauche), 54% (très à gauche) · confiance dans l'UE en 2025 : 40%, inférieure à la confiance dans les maires (68%) · référence académique : Hobolt & de Vries (2016), *Annual Review of Political Science*

**À préparer** — Pourquoi les extrêmes politiques convergent-ils sur l'euroscpticisme alors que leurs logiques argumentatives — souveraineté nationale contre critique du libéralisme économique européen — sont a priori opposées ?

## Sous-thème 5 — La fracture générationnelle : un marqueur politique recomposé

## 58 La génération est-elle encore un marqueur des fractures politiques françaises ?

Anne Muxel, « La génération est-elle encore un marqueur des fractures politiques françaises ? », Note de recherche du CEVIPOF — Collection Fractures françaises, n°2, octobre 2025, 12 p.

Anne Muxel bat en brèche plusieurs idées reçues sur l'opposition entre la « génération Mai 68 » et les jeunes actuelles. Contrairement au récit d'une dépolitisation croissante des jeunes, l'intérêt pour la politique des moins de 35 ans s'est en réalité rapproché de celui de leurs aînés en dix ans, la convergence provenant autant d'un recul de l'intérêt chez les seniors que d'une progression chez les jeunes. En matière de proximité partisane, le RN dépasse désormais LFI même chez les jeunes générations, sa progression étant nette depuis 2017, quand la proximité avec LFI reste comparativement stable. Sur le plan idéologique, la droitisation est également nette : le positionnement « de droite » chez les moins de 35 ans progresse fortement entre 2020 et 2024, tandis que le positionnement de gauche stagne. Muxel note toutefois que les jeunes restent, à titre individuel, plus optimistes que leurs aînés sur leur propre trajectoire personnelle, tout en étant davantage porteurs de signes de « déconsolidation démocratique » — une proportion croissante d'entre eux jugeant que d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie, tendance qui décline au contraire chez les 60 ans et plus.

**Chiffres clés** : écart d'intérêt pour la politique jeunes/seniors : -25 points (2014) → -10 points (2024) · proximité RN chez les moins de 35 ans : 10% (2017) → 16% (2024) · positionnement « de droite » chez les moins de 35 ans : 28% (2020) → 38% (2024)

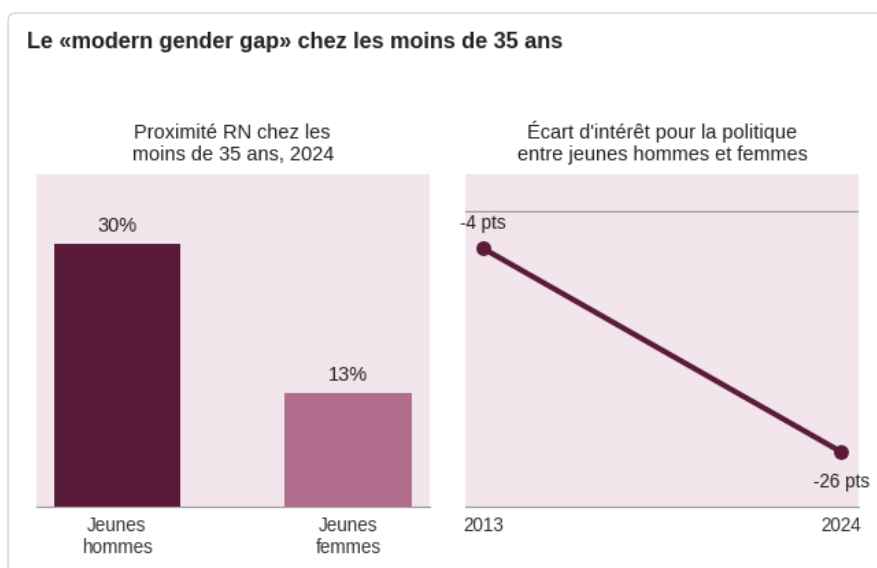
**À préparer** — Le rapprochement de l'intérêt pour la politique entre jeunes et seniors doit-il être lu comme une bonne nouvelle démocratique, sachant qu'il s'accompagne d'un désintérêt croissant des seniors eux-mêmes ?

## 59 Le « modern gender gap » : droitisation des jeunes hommes, gauche persistante chez les jeunes femmes

Anne Muxel, *op. cit.*, n°2, CEVIPOF, octobre 2025, section « Émergence d'un gender-gap plus favorable à la gauche dans les jeunes générations féminines ».

Muxel documente un renversement générationnel majeur dans le rapport entre genre et politique. Le gender gap traditionnel, où les femmes se montraient plus conservatrices que les hommes jusqu'aux années 1990, est remplacé chez les moins de 35 ans par un gender gap inverse : les jeunes femmes s'orientent aujourd'hui plus fortement à gauche que les jeunes hommes et que les femmes plus âgées, un quart d'entre elles se déclarant proches de LFI en 2022. En 2024, l'écart de positionnement gauche-droite entre jeunes hommes et jeunes femmes atteint un niveau significatif. Concernant le RN, l'écart de genre chez les jeunes s'est également creusé, les jeunes hommes se déclarant nettement plus souvent proches du parti que la moyenne masculine, quand les jeunes femmes s'en déclarent au contraire moins proches que la moyenne féminine. Fait à souligner : ce gender gap idéologique ne recoupe pas un gender gap de politisation — les jeunes femmes restent nettement moins nombreuses à déclarer un intérêt pour la politique que les jeunes hommes, un écart qui s'est même fortement creusé depuis 2013, ce qui suggère, selon Muxel, une adhésion de gauche « plus culturelle que politique stricto sensu », articulée à des enjeux comme l'égalité, l'environnement et les droits humains.

**Chiffres clés** : proximité RN en 2024 : 30% des jeunes hommes vs 13% des jeunes femmes · écart gauche/droite entre jeunes hommes et femmes : 9 points en 2024 · écart d'intérêt pour la politique jeunes hommes/femmes : -4 points (2013) → -26 points (2024)



Proximité déclarée au RN chez les moins de 35 ans (2024) et écart d'intérêt pour la politique entre jeunes hommes et femmes (2013-2024). Source : Anne Muxel, Note de recherche CEVIPOF n°2, octobre 2025.

**À préparer** — Ce « modern gender gap » observé en France s'inscrit-il dans une tendance plus large observée dans d'autres démocraties occidentales ?

## Sous-thème 6 — Réseaux sociaux et démocratie : une thèse contrariante

## 60 « Les réseaux sociaux ne font pas la politique » : contre la thèse du techno-fascisme

Flora Chanvriil et Luc Rouban, « Les réseaux sociaux ne font pas la politique », Note de recherche du CEVIPOF — Collection Fractures françaises, n°8, novembre 2025, 14 p.

Cette note est délibérément à contre-courant du discours ambiant, y compris de la sortie médiatisée d'Emmanuel Macron fin octobre 2025 dénonçant sur X un « processus de dégénérescence démocratique ». Chanvriil et Rouban testent trois hypothèses — espace démocratique alternatif, chambre de contestation, vecteur de radicalité — et les invalident largement. Sur l'attachement démocratique, l'intensité d'usage des réseaux sociaux ne fait varier le niveau de défense de la démocratie représentative que dans une marge jugée non significative. Le point le plus discutable de la note tient à ce que les auteurs démontent explicitement le concept de « techno-fascisme », une alliance supposée entre élites tech et extrême droite théorisée par Asma Mhalla, en montrant qu'en France, l'usage intensif des réseaux sociaux est associé à la gauche et à la gauche radicale, et non à l'extrême droite : le soutien au RN reste quasiment stable quelle que soit l'intensité d'usage, tandis que le soutien à LFI grimpe très fortement chez les usagers les plus intensifs, notamment sur TikTok. Ce résultat est confirmé par le comportement électoral effectif au premier tour des législatives 2024, les utilisateurs intenses des réseaux votant davantage NFP et moins RN que les usagers occasionnels. Les auteurs concluent que les réseaux sociaux fonctionnent comme des « chambres d'écho » qui amplifient des fractures préexistantes sans en créer de nouvelles.

**Chiffres clés** : soutien à LFI selon l'usage des réseaux : 20% (usage faible) → 40% (usage très élevé) → 46% chez les usagers fréquents de TikTok · soutien au RN quasi stable (48-52%) quelle que soit l'intensité d'usage · confiance dans les réseaux sociaux eux-mêmes : seulement 17% en moyenne

**À préparer** — Cette note contredit frontalement le sens commun médiatique sur les réseaux sociaux comme vecteurs de radicalisation d'extrême droite. Quelles limites méthodologiques pourraient nuancer cette conclusion ?

## 61 Sociologie des usages des réseaux sociaux : une fracture par plateforme, pas un bloc unifié

Flora Chanvriil et Luc Rouban, op. cit., n°8, CEVIPOF, novembre 2025, section « Sociologie des utilisateurs des réseaux sociaux ».

L'enquête montre que la fréquentation des réseaux sociaux n'est pas homogène et dessine des publics contrastés. Facebook reste la plateforme la plus généraliste, particulièrement ancrée chez les 45-59 ans, tandis que les messageries instantanées couvrent tous les âges. TikTok, à l'inverse, concentre très fortement les jeunes et les foyers aux revenus modestes. LinkedIn se distingue par un usage très masculin et très diplômé. Le résultat le plus significatif pour un cours sur les valeurs concerne l'association entre usage intensif des réseaux sociaux et profil de déclassement — jeune, diplômé, mais à faible revenu : les usagers les plus intensifs se situent nettement plus souvent dans le groupe à précarité élevée que les usagers occasionnels. Autre résultat contre-intuitif : l'usage des réseaux sociaux n'est corrélé ni à la solitude, ni à l'assignation spatiale — ce sont au contraire les personnes qui utilisent le moins les réseaux sociaux qui se révèlent les plus contraintes géographiquement, ce qui invalide la thèse d'un repli numérique compensatoire chez les personnes les plus isolées territorialement.

**Chiffres clés** : usage intensif des réseaux : 47% en situation de précarité élevée (contre 40% en usage occasionnel) · TikTok : 39% des utilisateurs quotidiens ont 18-24 ans (contre 10% dans l'échantillon global) · aucune corrélation mesurée entre usage des réseaux et solitude ou assignation spatiale

**À préparer** — Le lien mesuré entre déclassement (diplôme élevé, revenu faible) et usage intensif des réseaux sociaux permet-il d'expliquer certaines dynamiques de radicalisation politique chez les jeunes diplômés précaires ?

## Sous-thème 7 — Les valeurs des Français : autorité, passé, genre, écologie

## 62 Le rapport à l'autorité : un « vrai chef » plébiscité à un niveau massif

Ipsos-BVA, *Fractures françaises*, vague 13, « Le rapport à l'autorité », octobre 2025, p.49-53.

L'idée qu'il faudrait « un vrai chef en France pour remettre de l'ordre » recueille en 2025 un niveau d'adhésion massif, en hausse par rapport à 2020-2021, et surtout largement transpartisan : le soutien est quasi unanime au RN et chez LR, mais reste également très majoritaire chez les sympathisants de la gauche radicale et de Renaissance. Seul le Parti socialiste marque un léger recul de cette adhésion. L'idée selon laquelle « l'autorité est une valeur trop souvent critiquée aujourd'hui » recueille elle aussi un niveau d'adhésion élevé et transpartisan. En revanche, le rétablissement de la peine de mort reste un marqueur clivant classique du clivage gauche-droite : l'adhésion globale se situe autour de la moitié des Français, mais l'écart entre le RN et le PS ou la gauche radicale reste considérable — l'un des rares items où le clivage partisan traditionnel demeure pleinement opérant, à la différence de la demande d'autorité générique qui transcende, elle, les familles politiques. Cette dissociation entre une demande d'autorité générique largement consensuelle et des mesures autoritaires spécifiques restant clivantes illustre la complexité de la cartographie des valeurs françaises.

**Chiffres clés :** « on a besoin d'un vrai chef » : 85% d'adhésion en 2025, y compris 73% chez la gauche radicale · rétablissement de la peine de mort : 52% en moyenne, mais 80% (RN) contre 29% (PS) · « l'autorité trop souvent critiquée » : 84% en moyenne, consensus transpartisan

**À préparer —** Comment expliquer que la demande générique d'autorité soit massivement partagée par la gauche, le centre et la droite, alors que ses traductions concrètes restent parmi les plus clivantes politiquement ?

## 63 Attachement aux valeurs du passé et déclin de l'espoir en l'avenir

Ipsos-BVA, *Fractures françaises*, vague 13, « L'attachement aux valeurs du passé », octobre 2025, p.44-48.

Trois indicateurs mesurent le rapport au temps des Français. L'idée de s'inspirer de plus en plus des valeurs du passé recueille un niveau d'adhésion stable sur dix ans, avec un écart marqué entre le RN et les écologistes. L'affirmation « en France, c'était mieux avant » atteint en 2025 son plus haut niveau depuis 2013, en hausse constante depuis 2020 — un sentiment nostalgique qui n'est pas l'apanage de la seule droite : une majorité de sympathisants du PS et de la gauche radicale y adhèrent également, bien que dans une proportion moindre que le RN ou LR. Le troisième indicateur, plus optimiste, s'effondre en revanche : seule une minorité de Français juge que l'avenir de la France est plein d'opportunités, son plus bas niveau depuis le début de la série. Même chez les 18-24 ans, pourtant plus optimistes que la moyenne, cette vision reste minoritaire, très loin des niveaux enregistrés en 2017. Ce triptyque dessine une société où la nostalgie du passé progresse alors que la croyance en un avenir collectif s'effondre, un phénomène transversal aux étiquettes partisans, quoique inégalement réparti en intensité selon les familles politiques.

**Chiffres clés :** « c'était mieux avant » : 75% en 2025, plus haut niveau depuis 2013 · « l'avenir plein d'opportunités » : seulement 36% en 2025, plus bas niveau de la série · nostalgie du passé : 56% chez le PS, 64% chez la gauche radicale — pas un monopole de la droite

**À préparer —** Le déclinisme et la nostalgie mesurés ici sont-ils spécifiquement liés au clivage gauche-droite, ou relèvent-ils d'un climat d'époque partagé par l'ensemble du spectre politique ?

## 64 Égalité femmes-hommes : le clivage de genre le plus marqué chez les jeunes

Ipsos-BVA, *Fractures françaises, vague 13, « L'égalité entre les femmes et les hommes »*, octobre 2025, p.73-75.

Interrogés sur l'idée que l'on serait allé « trop loin » ou « pas assez loin » dans l'égalité femmes-hommes, les Français se répartissent en trois tiers inégaux, une position proche de la neutralité restant majoritaire, stable par rapport à 2024. Mais la donnée la plus significative pour un cours sur les valeurs concerne le fossé générationnel de genre : chez les hommes de moins de 35 ans, près d'un tiers juge qu'on est allé « trop loin » — le sous-groupe le plus critique de tout l'échantillon, très au-dessus des hommes de 60 ans et plus. À l'inverse, les femmes de moins de 35 ans constituent le sous-groupe le plus favorable à davantage d'égalité, avec près de la moitié d'entre elles jugeant qu'on n'est « pas assez loin ». L'écart entre jeunes hommes et jeunes femmes sur l'échelle moyenne de perception atteint ainsi le niveau le plus élevé de tout le baromètre, nettement supérieur à l'écart mesuré entre hommes et femmes des générations plus âgées. Ce résultat fait écho direct au « modern gender gap » documenté par Anne Muxel (fiche 15) et à la polarisation croissante de genre observée dans plusieurs démocraties occidentales chez les jeunes générations.

**Chiffres clés** : hommes < 35 ans jugeant qu'on est « allé trop loin » : 31% (le plus haut de l'échantillon) · femmes < 35 ans jugeant « pas assez loin » : 46% (le plus haut de l'échantillon) · écart de note moyenne jeunes hommes/femmes : 1,6 point (vs 0,1 point chez les 60 ans et +)

**À préparer** — Le fossé de perception sur l'égalité femmes-hommes chez les 18-34 ans est-il le symptôme le plus visible d'une polarisation générationnelle de genre plus large, touchant aussi le vote et le positionnement gauche-droite ?

## 65 Écologie : adhésion massive au constat, tension sur le partage du coût

Ipsos-BVA, *Fractures françaises, vague 13, « La protection de l'environnement »*, octobre 2025, p.89-97.

Une majorité de Français attribue le changement climatique principalement à l'activité humaine, un constat stable et une large part se dit préoccupée par la question. Le point de tension pour un cours sur les valeurs porte sur les moyens d'action : plus d'un tiers des Français juge que la solution passe principalement par les changements dans les modes de production des entreprises, moins d'un tiers par la modification des modes de vie individuels, et seulement une petite minorité par le seul progrès technique — une hiérarchie stable mais clivée politiquement, la gauche radicale misant davantage sur l'entreprise et le RN se montrant plus partagé entre solutions technologiques et fatalisme. Donnée nouvelle et potentiellement clivante en 2025 : près de la moitié des Français déclarent que les nouvelles normes environnementales, notamment en matière d'isolation ou de normes automobiles, les ont mis en situation financière difficile — un chiffre qui grimpe nettement chez le RN et chez les ouvriers, contre une minorité seulement chez Renaissance et les écologistes. Ce résultat illustre une fracture de classe sur l'écologie : l'adhésion au diagnostic climatique est quasi consensuelle, mais le sentiment que la transition écologique pèse socialement de façon inégale nourrit un ressentiment fortement corrélé au vote RN, en écho direct au mouvement des Gilets jaunes né d'une taxe carbone.

**Chiffres clés** : 60% attribuent le changement climatique à l'activité humaine · 48% jugent que les normes environnementales les ont mis en difficulté financière (60% chez le RN, 25% chez Renaissance) · seulement 16% misent sur le progrès technique pour résoudre le changement climatique

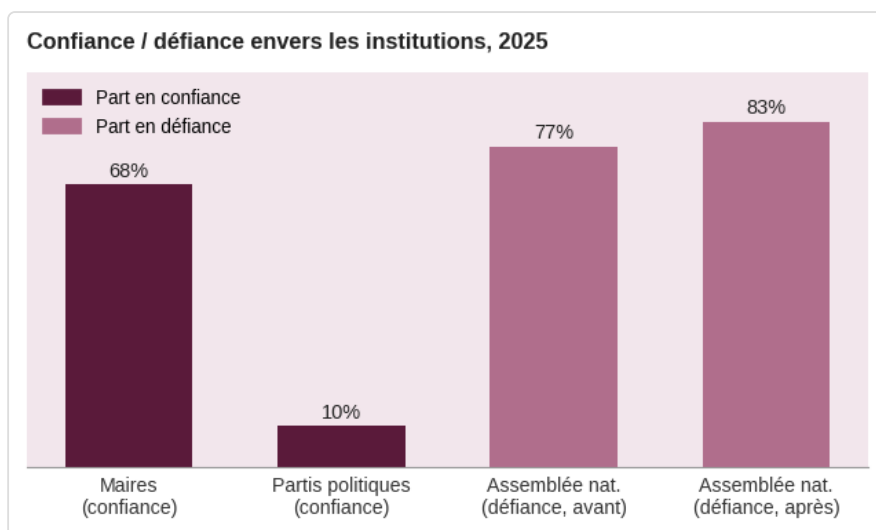
**À préparer** — Le consensus apparent sur la réalité du changement climatique masque-t-il en réalité une fracture de classe majeure sur qui doit porter le coût de la transition écologique ?

## 66 La confiance dans les institutions : effondrement politique, stabilité des corps « régaliens »

Ipsos-BVA, *Fractures françaises, vague 13*, « La confiance dans les individus et les organisations », octobre 2025, p.22-32.

Le classement de confiance 2025 dessine une hiérarchie institutionnelle nette. Au sommet figurent les PME, les scientifiques, l'armée, la police, l'école et les maires, à des niveaux stables sur dix ans. À l'opposé, l'effondrement concerne spécifiquement les institutions représentatives : les partis politiques ne recueillent qu'un niveau de confiance très faible, tout comme l'Assemblée nationale, les députés et la présidence de la République — ce dernier chiffre ayant encore chuté après la démission de Sébastien Lecornu le 6 octobre 2025. L'enquête, menée à cheval sur cet événement, montre que la défiance envers l'Assemblée nationale et envers la présidence a nettement augmenté entre les répondants interrogés avant et après cette démission, preuve d'une sensibilité en temps réel du baromètre à l'actualité politique immédiate. Fait à souligner : la confiance dans les maires reste élevée et transpartisane, y compris chez les sympathisants les plus éloignés du pouvoir central, confirmant l'hypothèse d'un « répertoire de proximité » qui échappe largement à la défiance envers les institutions nationales.

**Chiffres clés** : partis politiques : seulement 10% de confiance en 2025 (plus bas niveau de la série) · défiance envers l'Assemblée nationale : 77% avant / 83% après la démission de Lecornu (6 oct. 2025) · confiance dans les maires : 68%, stable et transpartisane



Niveaux de confiance (maires, partis politiques) et de défiance (Assemblée nationale, avant/après la démission de S. Lecornu) en 2025. Source : Ipsos-BVA, *Fractures françaises, vague 13*, octobre 2025.

**À préparer** — Comment expliquer que les institutions de proximité résistent à la défiance générale alors que les institutions nationales de représentation s'effondrent — et qu'est-ce que cela suggère pour la décentralisation ?

## Sous-thème 8 — Le rapport à la démocratie, aux élus et aux partis

## 67 Le rapport à la démocratie et aux élus : corruption perçue, non-représentation

Ipsos-BVA, *Fractures françaises*, vague 13, « Le rapport à la démocratie et aux élus », octobre 2025, p.99-105.

Quatre indicateurs mesurent la défiance envers le personnel politique en 2025, tous en forte hausse. L'idée que la plupart des responsables politiques sont corrompus atteint son plus haut niveau depuis 2017, un jugement largement transpartisan bien que particulièrement marqué au RN et à la gauche radicale. L'idée que le système démocratique fonctionne mal et que les idées des répondants n'y sont pas bien représentées atteint un niveau record, y compris chez une part significative des sympathisants de Renaissance, en forte hausse depuis 2020 — signe que même l'électorat le plus proche du pouvoir en place se sent de moins en moins représenté. L'idée que les responsables politiques agissent avant tout pour leurs intérêts personnels atteint également un niveau record. Sur l'attachement au régime démocratique lui-même, la série longitudinale montre une érosion progressive depuis 2014, alors qu'une part croissante de la population juge que d'autres systèmes politiques pourraient être aussi bons que la démocratie — une proportion nettement plus élevée au RN et chez les moins de 35 ans que chez les sympathisants de Renaissance ou de LR.

**Chiffres clés :** « le système fonctionne mal, mes idées ne sont pas représentées » : 81% en 2025 (record), y compris 42% chez Renaissance · « d'autres systèmes politiques aussi bons que la démocratie » : 34% en moyenne, 52% chez le RN, 42% chez les moins de 35 ans · démocratie jugée « irremplaçable » : 76% (2014) → 65% (2025)

**À préparer** — La progression du sentiment de non-représentation chez les sympathisants Renaissance eux-mêmes doit-elle être lue comme un signal avant-coureur de délégitimation plus large du système représentatif ?

## 68 La perception des partis politiques : un tableau récapitulatif comparé

Ipsos-BVA, *Fractures françaises*, vague 13, « L'évolution de l'image des partis — Tableau récapitulatif d'ensemble », octobre 2025, p.107-108.

Le rapport propose un tableau croisant, pour chaque parti, six qualificatifs : prêt à prendre des mesures impopulaires, capable de gouverner, porteur d'une société souhaitable, proche des préoccupations, dangereux pour la démocratie, attisant la violence. En 2025, le RN domine sur « capable de gouverner » et « proche de vos préoccupations », devançant tous les autres partis sur ces deux dimensions, y compris LR. LR reste le mieux placé sur « prêt à prendre des mesures impopulaires ». La gauche radicale domine en revanche très largement les scores négatifs, avec des scores supérieurs à ceux du RN sur les items « dangereux pour la démocratie » et « attise la violence » — un résultat qui mérite d'être souligné en cours, car il inverse l'image médiatique dominante associant spontanément le danger pour la démocratie au seul RN. Renaissance, en délitement progressif, voit son score de « société souhaitable » chuter nettement par rapport à 2020, tandis que son image de parti « dangereux pour la démocratie » progresse sensiblement — signe d'une érosion de crédit y compris sur son propre flanc central.

**Chiffres clés :** RN : leader sur « capable de gouverner » (47%) et « proche de vos préoccupations » (38%) en 2025 · gauche radicale : jugée plus « dangereuse pour la démocratie » (64%) et « attisant la violence » (68%) que le RN (49% et 50%) · Renaissance : recul de l'image « société souhaitable » (22% en 2025 contre 30% en 2020)

**À préparer** — Le fait que la gauche radicale soit perçue comme plus « dangereuse pour la démocratie » que le RN en 2025 doit-il conduire à revoir la hiérarchie médiatique habituelle des menaces démocratiques perçues, ou traduit-il d'abord un effet de halo partisan ?

## 69 La situation politique 2025 : crise institutionnelle, souhait de démission de Macron

Ipsos-BVA, *Fractures françaises, vague 13*, « La perception par les Français de la situation politique actuelle », octobre 2025, p.127-139.

Réalisée du 1er au 9 octobre 2025, en pleine crise gouvernementale marquée par la démission de Sébastien Lecornu le 6 octobre, cette section capture un moment de tension institutionnelle aiguë. Une majorité de Français se dit préoccupée par la situation politique actuelle. Le souhait de démission d'Emmanuel Macron atteint une majorité, en hausse par rapport à 2024, avec un pic très élevé au RN et à la gauche radicale, mais un niveau marginal chez Renaissance. Le souhait de dissolution de l'Assemblée nationale progresse également nettement par rapport à 2024. Sur les mouvements sociaux d'automne 2025, les Français jugent majoritairement justifiées à la fois les mobilisations « Bloquons tout » du 10 septembre — avec une convergence notable entre la gauche radicale et le RN — et les manifestations syndicales du 18 septembre. Sur la question institutionnelle du mode de scrutin, les Français restent divisés entre majorité absolue, en forte hausse depuis 2022, et majorité relative, en net recul sur la même période — signe d'une lassitude croissante envers l'instabilité parlementaire née des législatives 2024.

**Chiffres clés** : souhait de démission de Macron : 58% en 2025 (86% chez le RN, 78% chez la gauche radicale, seulement 6% chez Renaissance) · « Bloquons tout » (10 sept. 2025) jugé justifié par 59% des Français, y compris 62% au RN · souhait de majorité absolue à l'Assemblée : 47% (2025) contre 30% (2022)

**À préparer** — La convergence RN/gauche radicale dans le soutien au mouvement « Bloquons tout » traduit-elle une alliance de circonstance anti-système, ou une lecture commune du malaise social malgré des projets politiques opposés ?

## Sous-thème 9 — Déconsolidation démocratique : théorie et données françaises

### 70 Foa & Mounk (2016-2017) : la thèse originale de la « déconsolidation démocratique »

Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk, « The Signs of Deconsolidation », *Journal of Democracy*, vol. 28, n°1, janvier 2017, p. 5-15 (pré-publication décembre 2016, National Endowment for Democracy). [Lien vers la source](#)

Foa et Mounk contestent l'hypothèse, dominante depuis la fin de la Guerre froide, selon laquelle la consolidation démocratique constituerait un état irréversible une fois atteint un certain niveau de richesse et d'institutionnalisation. En croisant les données du *World Values Survey* et plusieurs enquêtes nationales sur les démocraties occidentales établies, ils documentent une érosion progressive du soutien public aux normes démocratiques : recul de l'importance accordée à la vie en démocratie, hausse de l'acceptabilité de régimes autoritaires alternatifs, et progression électorale de partis contestant frontalement les normes démocratiques libérales — un phénomène qu'ils résument par la formule d'une désaffection populaire croissante envers les normes et institutions libérales-démocratiques. Point saillant de leur analyse initiale : cette érosion serait plus marquée chez les jeunes générations que chez leurs aînés, suggérant un effet de cohorte durable plutôt qu'un simple effet conjoncturel — une thèse reprise explicitement par Anne Muxel dans sa note CEVIPOF sur la fracture générationnelle française pour qualifier la situation des moins de 35 ans (fiche 14).

**Chiffres clés** : publication initiale : *Journal of Democracy*, vol. 28, n°1, janvier 2017 · thèse centrale : érosion du soutien démocratique plus marquée chez les jeunes générations (effet de cohorte) · prolongement : Foa & Mounk, « Youth and the populist wave », 2019, *European Journal of Political Research*

**À préparer** — La thèse de Foa et Mounk, construite sur des données américaines et ouest-européennes globales, se vérifie-t-elle empiriquement dans le cas français précis mesuré par le CEVIPOF ?

## 71 Les critiques académiques de la thèse de déconsolidation : le cas Wuttke, Gavras & Schoen (2020)

Alexander Wuttke, Christian Gavras et Harald Schoen, « Have Europeans Grown Tired of Democracy? New Evidence from Eighteen Consolidated Democracies, 1981–2018 », *British Journal of Political Science*, 2020, Cambridge University Press.

Cet article constitue l'une des réfutations les plus solides méthodologiquement de la thèse Foa-Mounk. À partir de la cinquième vague de l'*European Values Survey*, couvrant dix-huit démocraties européennes consolidées entre 1981 et 2018, les auteurs concluent que le soutien générique à la démocratie reste stable et élevé : les citoyens continuent d'endosser l'autogouvernement démocratique de façon robuste dans le temps. Leur apport méthodologique majeur consiste à dissocier rigoureusement les effets d'âge, de génération et de période, à l'aide de modèles additifs généralisés, là où Foa et Mounk s'appuyaient sur de simples comparaisons de cohortes, susceptibles de confondre effet générationnel réel et simple effet de conjoncture. Résultat clé : les variations de soutien démocratique observées relèvent surtout d'effets de période — le contexte économique et politique du moment — et non d'un renouvellement générationnel structurel, ce qui affaiblit le scénario le plus alarmiste de Foa-Mounk. Les auteurs nuancent néanmoins leur conclusion : ils constatent une acceptabilité croissante, chez certaines jeunes cohortes de certains pays, de régimes autoritaires alternatifs — un phénomène qu'ils qualifient de « democrats in name only », des citoyens qui déclarent soutenir la démocratie en façade tout en devenant plus tolérants envers ses alternatives.

**Chiffres clés** : source : *European Values Survey*, 5<sup>e</sup> vague, 18 démocraties européennes, 1981-2018 · innovation méthodologique : séparation des effets d'âge, cohorte et période · concept proposé : « democrats in name only »

**À préparer** — En quoi la méthode de Wuttke, Gavras et Schoen illustre-t-elle un problème classique de l'analyse de sondages longitudinaux, et pourquoi ce problème est-il particulièrement important pour juger la solidité empirique de la thèse Foa-Mounk ?

### THÈSE DISCUTÉE

La thèse de la « déconsolidation démocratique », formulée par Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk en 2016-2017, soutient que le soutien populaire aux normes démocratiques s'érode dans les démocraties occidentales établies, et que ce recul serait particulièrement marqué chez les jeunes générations — un effet de cohorte durable plutôt qu'un simple effet conjoncturel. Cette lecture, largement reprise dans le débat public après l'élection de Trump et le vote du Brexit, a fait l'objet d'une critique méthodologique majeure de la part d'Alexander Wuttke, Christian Gavras et Harald Schoen (2020), qui reprochent à Foa et Mounk de confondre effets d'âge, de génération et de période dans leurs comparaisons de cohortes. En dissociant statistiquement ces trois effets sur dix-huit démocraties européennes, ils montrent que le soutien démocratique générique reste globalement stable, et que les variations observées tiennent surtout au contexte conjoncturel plutôt qu'à un renouvellement générationnel structurel — tout en concédant une tolérance croissante à l'autoritarisme chez certaines cohortes de certains pays (« democrats in name only »). Les données françaises du CEVIPOF, mobilisées par Anne Muxel (fiche 28), apportent un troisième point de vue : elles confirment empiriquement un écart générationnel net sur l'adhésion à la démocratie, mais Muxel elle-même prend soin de qualifier ce résultat de simple « amplification » de tendances déjà présentes dans l'ensemble de la population plutôt que de « rupture franche » — une position intermédiaire entre le catastrophisme initial de Foa-Mounk et l'optimisme prudent de leurs critiques.

## 72 La déconsolidation démocratique dans les données françaises : le cas des jeunes générations

Anne Muxel, « La génération est-elle encore un marqueur des fractures politiques françaises ? », Note de recherche du CEVIPOF, n°2, octobre 2025, section « Des signes de fractures sociales et économiques... » ; données croisées avec Ipsos-BVA, *Fractures françaises*, vague 13.

Le dispositif *Fractures françaises* offre un cas d'école pour tester empiriquement la thèse Foa-Mounk sur données longitudinales françaises couvrant la période 2013-2025. Le résultat est conforme à la thèse initiale de 2016 : chez les moins de 35 ans, la proportion jugeant que d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie a fortement progressé entre 2014 et 2024, alors que ce même chiffre recule symétriquement chez les 60 ans et plus sur la même période. Muxel qualifie explicitement ce résultat de signes palpables d'une déconsolidation démocratique, selon l'expression employée par Yascha Mounk. Le triptyque qu'elle associe à cette déconsolidation chez les jeunes est celui d'une « citoyenneté critique » : défiance généralisée envers les élus, intermittence du vote traduisant un affaiblissement de la norme du devoir civique, et tolérance accrue à la violence politique, les moins de 35 ans jugeant nettement plus souvent que leurs aînés la violence pour défendre ses intérêts comme « normale ». Muxel précise toutefois, en écho aux critiques de type Wuttke et al. (fiche 27), que ces évolutions ne constituent pas une rupture franche mais des phénomènes d'amplification de tendances déjà présentes dans l'ensemble de la population — une nuance importante à faire discuter en cours.

**Chiffres clés** : « d'autres systèmes politiques aussi bons que la démocratie » chez les moins de 35 ans : 29% (2014) → 42% (2024) · chez les 60 ans et plus, tendance inverse : 36% (2014) → 30% (2024) · justification de la violence politique : 29% chez les moins de 35 ans, -13 points chez les 60 ans et plus

**À préparer** — Les données françaises confirment-elles ou nuancent-elles la thèse initiale de Foa et Mounk ? Où se situe l'analyse de Muxel entre le catastrophisme de la thèse originale et les nuances apportées par ses critiques académiques ?

## Sous-thème 10 — Le baromètre de la confiance politique 2026 (vague 17)

### 73 Vague 17 (février 2026) : un effondrement de la confiance politique et une demande de démocratie directe

CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique*, vague 17, février 2026, terrain du 12 au 28 janvier 2026, échantillon France n=3166. [Lien vers la source](#)

Le baromètre confirme et approfondit les chiffres de référence : la confiance en la politique demeure à un niveau très faible, tandis que la méfiance et la lassitude dominent très largement. Le détail par institution montre un ordre de grandeur cohérent avec le baromètre précédent, avec un léger recul supplémentaire de la confiance envers l'Assemblée nationale par rapport à 2025. Le rapport insiste sur deux dynamiques majeures. D'une part, une demande de démocratie directe forte et stable : une très large majorité de Français se dit favorable à un recours plus fréquent au référendum, aux conventions citoyennes, ainsi qu'à un renforcement du pouvoir du Parlement face au gouvernement. D'autre part, une demande de décentralisation massive et transversale : près de huit Français sur dix souhaitent davantage de pouvoir pour les collectivités locales, un chiffre qui ne varie ni selon le niveau de diplôme ni selon la catégorie socioprofessionnelle, signe d'un consensus rare dans une enquête par ailleurs très clivée. Par contraste, la confiance interpersonnelle reste robuste, notamment envers la famille et les voisins, et l'attachement à la démocratie comme régime reste élevé — une configuration paradoxale déjà repérée par Rouban (fiches 4 et 7) : un attachement de principe à la démocratie qui coexiste avec un rejet massif de son fonctionnement concret.

**Chiffres clés** : confiance dans les partis politiques : 15% ; Assemblée nationale : 20% ; président : 23% (vague 17, février 2026) · 79% favorables à un référendum plus fréquent ; 79% favorables à la décentralisation · attachement à la démocratie comme régime : 82%, malgré 76% jugeant qu'elle « ne fonctionne pas bien »

**À préparer** — La demande massive de démocratie directe et de décentralisation mesurée en 2026 constitue-t-elle une réponse structurelle à la crise de confiance représentative, ou un symptôme supplémentaire de la défiance envers les corps intermédiaires classiques ?

## 74 Justice, médias, syndicats, Europe : les données complémentaires de la vague 17 — et un problème de fiabilité des sources

CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 17, février 2026 (mêmes sources que fiche 29). [Lien vers la source](#)

Les recherches complémentaires sur le rapport à la justice, aux médias, aux syndicats et à l'Europe en vague 17 aboutissent à des chiffres partiellement contradictoires selon les documents consultés, ce qui doit être signalé explicitement en cours comme illustration des précautions méthodologiques à prendre avec les extractions automatisées de PDF complexes. Le rapport complet indique une confiance modérée dans la justice, plus faible dans les médias, intermédiaire dans les syndicats, et faible dans l'Union européenne, avec une nette préférence des Français pour un pilotage national plutôt qu'europpéen des grandes décisions. Un autre document — infographie ou reprise de presse spécialisée — donne pour les mêmes items des chiffres sensiblement différents (le taux de confiance dans les médias variant notamment du simple au double selon les extraits consultés). Cette divergence n'a pas pu être levée dans le temps imparti à cette recherche et devra être vérifiée directement sur le PDF source avant intégration au dossier documentaire final, en privilégiant le rapport complet et le document d'analyse plutôt que les résumés de presse. Elle offre par ailleurs, en soi, un point pédagogique utile sur la nécessité de toujours remonter à la source primaire d'un sondage plutôt qu'à sa reprise médiatique (divergence signalée entre les extractions disponibles, chiffres à confirmer sur le rapport complet).

**Chiffres clés (à vérifier avant usage définitif) :** confiance dans la justice : ~45% ; dans les syndicats : ~37% ; dans les médias : 29% (chiffre le plus recoupé) · confiance dans l'Union européenne : 29% (69% de défiance), nettement inférieure à la mesure Ipsos-BVA de la vague 13 (40%) · 62% des Français font davantage confiance au gouvernement français qu'à l'UE (9%)

**À préparer —** Pourquoi la confiance dans l'UE mesurée par le CEVIPOF (~29%) diverge-t-elle sensiblement de celle mesurée par Ipsos-BVA dans Fractures françaises (~40%) à quelques mois d'écart ? Quelles différences de méthodologie ou de formulation pourraient l'expliquer ?

## Sous-thème 11 — Les municipales de mars 2026 comme test empirique

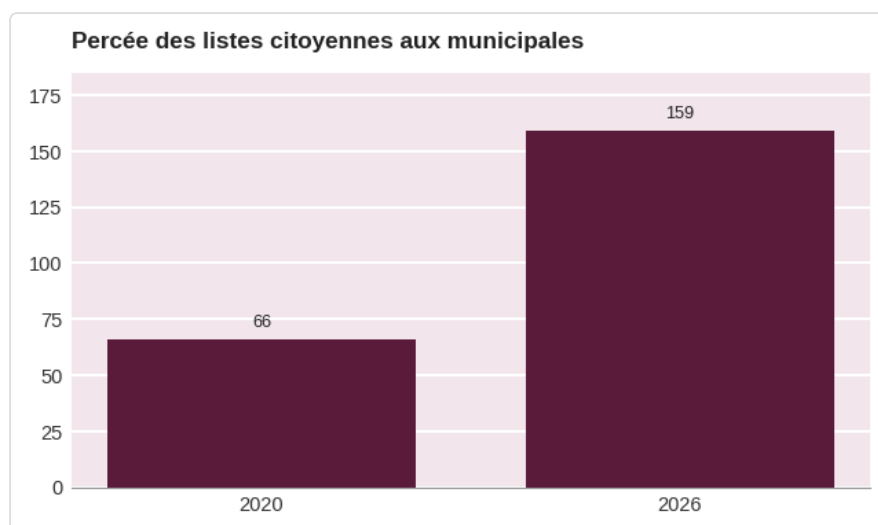
---

## 75 Municipales 2026 : la percée confirmée des listes citoyennes

Vert, « Résultats des élections municipales 2026 : les listes citoyennes font mieux qu'en 2020 et remportent près de 160 communes », mars 2026 ; Ministère de l'Intérieur, pages officielles « Municipales 2026 : résultats du 1er et du 2d tour ».

Les listes citoyennes, sans étiquette partisane, remportent environ 159 communes en 2026, plus du double des 66 conquises en 2020 — une dynamique portée notamment par la conquête de Quimper, leur plus grande victoire, ainsi que de villes comme Rezé, Saint-André-lez-Lille ou Notre-Dame-des-Landes. Ces victoires se concentrent toutefois majoritairement dans les villes moyennes plutôt que dans les grandes métropoles. Un signal inverse mérite d'être noté en cours : la liste citoyenne perd Poitiers, sa plus grande conquête de 2020, où la candidate écologiste sortante est battue par un candidat centriste malgré une alliance avec la gauche, et échoue également dans plusieurs autres villes moyennes. Une observatrice du mouvement, cofondatrice du collectif Fréquence commune, évoque un climat de « silence médiatique » et un raidissement autour des partis nationaux qui aurait complexifié la campagne des listes indépendantes en 2026. Ce résultat mixte permet de nuancer, en cours, le récit d'une vague uniforme de démocratie participative locale : la dynamique est réelle sur longue période depuis 2014, mais reste fragile et concentrée sur certains profils de communes.

**Chiffres clés** : ~159 communes remportées par des listes citoyennes en 2026, contre 66 en 2020 (plus du double) · Quimper (64 000 hab.) : plus grande ville conquise par une liste citoyenne · Poitiers (90 000 hab.), plus grande victoire de 2020, perdue en 2026



Nombre de communes remportées par des listes citoyennes sans étiquette partisane, élections municipales 2020 et 2026. Source : Vert, mars 2026 ; ministère de l'Intérieur.

**À préparer** — Le succès des listes citoyennes aux municipales 2026 est-il compatible avec le climat de défiance envers la « politique institutionnelle » mesuré par ailleurs, ou en constitue-t-il au contraire une forme de réponse constructive ?

## 76 Le RN aux municipales 2026 : ancrages confirmés, plafond de verre dans les grandes métropoles

Vert, « Résultat des élections municipales 2026 au Rassemblement national : Louis Aliot élu à Perpignan, Laure Lavalette en tête à Toulon », mars 2026.

Le RN confirme ses bastions historiques : Louis Aliot est réélu dès le premier tour à Perpignan avec une majorité absolue, tout comme Steeve Briois à Hénin-Beaumont et David Rachline à Fréjus — trois villes conquises depuis 2014 ou 2020 et désormais solidement consolidées. Le parti et ses alliés se qualifient pour le second tour dans une vingtaine de villes de plus de cent mille habitants, un progrès net par rapport à 2020 mais en-deçà des attentes les plus optimistes formulées après les succès nationaux de 2022-2024 : à Toulon, la candidate RN est en tête mais fait face à une candidature unique de barrage ; à Nice, un allié du RN est en tête ; à Marseille, le candidat RN reste derrière le maire sortant. En revanche, le RN échoue à se qualifier dans plusieurs villes moyennes et obtient des scores très faibles à Paris, Bordeaux et Toulouse. Ce contraste — solidité dans les bastions historiques du Nord et du Sud-Est, mais plafond de verre persistant dans les grandes métropoles diverses et diplômées — confirme empiriquement, à l'échelle municipale, le clivage territorial et éducatif documenté par les enquêtes Fractures françaises (fiches 9 et 12).

**Chiffres clés :** RN et alliés qualifiés au 2nd tour dans 20 villes de plus de 100 000 habitants · Perpignan (Louis Aliot) : réélection dès le 1er tour avec 50,61% · scores RN inférieurs à 8% à Paris, Bordeaux et Toulouse

**À préparer** — L'écart entre l'ancrage RN dans les bastions historiques et son plafond de verre dans les grandes métropoles éduquées confirme-t-il la lecture du vote RN par le clivage éducatif et l'échec social subjectif, plutôt qu'une explication purement idéologique ?

## Sous-thème 12 — Le budget 2026 comme test parlementaire

## 77 Le budget 2026 : adoption via l'article 49.3, entre survie gouvernementale et non-censure du PS

LCP - Assemblée nationale, « Le budget 2026 définitivement adopté après le rejet des deux dernières motions de censure », 2 février 2026 ; Touteleurope.eu et Euronews, articles sur l'adoption du budget 2026, février 2026.

Le budget 2026 est définitivement adopté le 2 février 2026, après plusieurs mois de bataille parlementaire marqués par un régime budgétaire spécial temporaire entré en vigueur fin décembre 2025 faute d'accord. Le Premier ministre Sébastien Lecornu recourt à l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le texte sans vote, un troisième recours à cet outil sur ce texte. Deux motions de censure sont déposées en réaction : une motion des groupes de gauche hors PS, qui échoue de justesse, à quelques voix seulement du seuil requis pour faire tomber le gouvernement ; une motion du RN et de l'UDR, qui recueille un nombre de voix nettement plus faible. Le fait que le Parti socialiste ne s'associe pas à la motion de censure de gauche — reproduisant une logique de non-censure déjà observée sur le budget 2025 — permet la survie du gouvernement Lecornu et l'adoption définitive du texte, qui doit ensuite passer devant le Conseil constitutionnel, lequel avait censuré dix articles du budget 2025 l'année précédente. Cet épisode constitue un cas d'école pour illustrer concrètement, en cours, les mécanismes de la crise de représentation parlementaire mesurée par ailleurs dans les enquêtes d'opinion (fiche 25).

**Chiffres clés :** adoption définitive du budget 2026 : 2 février 2026, via l'article 49.3 (3e recours sur ce texte) · motion de censure de la gauche hors PS : 260 voix sur 289 nécessaires (échec de peu) · motion de censure RN-UDR : seulement 135 voix

**À préparer** — La stratégie de « non-censure » du PS sur deux budgets consécutifs illustre-t-elle une recomposition durable du champ politique évoquée par la grille des « 4 familles » (fiche 2), ou une simple tactique parlementaire conjoncturelle ?

## Sous-thème 13 — Anywhere versus Somewhere : une grille de lecture discutée

## 78 David Goodhart, *The Road to Somewhere* : la thèse Anywhere/Somewhere

David Goodhart, *The Road to Somewhere: The Populist Revolt and the Future of Politics*, Londres, Hurst Publishers, 2017 (traduction française : *Les Deux Clans : la nouvelle fracture mondiale*, Éditions des Équateurs, 2019).

Le journaliste et essayiste britannique David Goodhart propose de dépasser le clivage gauche-droite classique par une opposition entre deux « tribus » de valeurs. Les « Anywhere », qu'il estime à environ un quart de la population britannique, sont mobiles géographiquement et socialement, diplômés, urbains, et valorisent l'autonomie individuelle, l'ouverture et la diversité : leur identité repose sur des réussites individuelles acquises plutôt que sur une appartenance héritée. Les « Somewhere », environ la moitié de la population selon son estimation, sont au contraire ancrés dans un territoire, une communauté et un mode de vie local, attachés à la sécurité, à la continuité et à des identités de groupe — nationale, régionale ou religieuse — et redoutent en particulier les transformations rapides liées à l'immigration de masse et à la mondialisation. Entre les deux, Goodhart situe des « Inbetweeners », environ un quart à un tiers de la population. Forgée pour expliquer le vote Brexit et le vote Trump en 2016, la thèse a été largement importée en France dès 2017-2018 pour éclairer le clivage Macron/Le Pen et la sociologie des Gilets jaunes ; elle a notamment nourri *L'Archipel français* de Jérôme Fourquet et a été mobilisée par plusieurs stratégies politiques de droite en vue de la présidentielle 2022.

**Chiffres clés** : estimation Goodhart pour le Royaume-Uni : ~20-25% « Anywhere », ~50% « Somewhere », ~25-30% « Inbetweeners » · ouvrage publié en 2017 (Hurst), traduction française en 2019 · influence directe sur *L'Archipel français* de Jérôme Fourquet (2019)

**À préparer** — En quoi la grille Anywhere/Somewhere de Goodhart recoupe-t-elle, ou diffère-t-elle, de la grille française à « 4 familles politiques » présentée par Arceneaux et Muxel (fiche 2) ?

## 79 Les critiques de la thèse Goodhart : simplification, biais culturaliste, arrogance mutuelle

Duncan Green, « Book Review: *The Road to Somewhere*, by David Goodhart », *From Poverty to Power* (Oxfam), 2017 ; Jean-Marie Pottier, « Le nouveau clivage de l'électorat », *Slate.fr*, 2017 ; *European Book Review*, Fondation Robert Schuman, 2017.

Plusieurs critiques convergentes ont été adressées à la thèse de Goodhart depuis sa publication. D'abord, une critique de simplification excessive : la dichotomie binaire peine à rendre compte de cas contre-intuitifs, à l'image de l'Écosse, à la fois très « Somewhere » par son identité locale forte et pourtant majoritairement europhile lors du référendum sur le Brexit, ce qui contredit le lien supposé entre enracinement local et repli national. Ensuite, une critique de biais culturaliste : la grille de Goodhart privilégierait l'explication par les valeurs culturelles — attachement identitaire, rapport à la mobilité — au détriment des facteurs économiques structurels comme la désindustrialisation ou la précarisation, reproduisant un débat classique de la sociologie électorale sur la priorité entre variables culturelles et économiques dans l'explication du vote populiste. Enfin, une critique plus réflexive, relevée notamment par Duncan Green pour Oxfam : en construisant une nouvelle typologie surplombante pour « comprendre » les Somewhere, la thèse risquerait de reproduire l'arrogance technocratique qu'elle prétend précisément dénoncer chez les élites Anywhere — une critique portant sur la position d'énonciation de l'auteur lui-même. La charge normative des termes eux-mêmes est par ailleurs jugée par certains commentateurs potentiellement stigmatisante dans les deux sens.

**Chiffres clés** : cas contre-exemple classique : l'Écosse, très « Somewhere » culturellement mais europhile (vote Remain au Brexit) · débat académique sous-jacent : primauté des variables culturelles (Goodhart) vs variables économiques · critique réflexive : la grille reproduirait le regard surplombant qu'elle dénonce

**À préparer** — La critique du biais culturaliste de Goodhart peut-elle être mise en regard des données Fractures françaises (fiche 8, Rouban) qui montrent que le meilleur prédicteur du vote RN est un indicateur subjectif de trajectoire sociale plutôt qu'un pur indicateur culturel ou économique objectif ?

## 80 Jérôme Sainte-Marie et le « bloc élitare » : l'adaptation française de la fracture

### Anywhere/Somewhere

Jérôme Sainte-Marie, *Bloc contre bloc : la dynamique du macronisme*, Paris, Éditions du Cerf, 2019 (concept forgé dès 2017) ; entretiens Jérôme Sainte-Marie, *Causeur et Le Vent Se Lève*.

Le politologue et sondeur Jérôme Sainte-Marie forge dès 2017 le concept de « bloc élitare » pour décrire la base sociale du macronisme, en remplacement du clivage gauche-droite classique par une opposition frontale de blocs sociaux. Le bloc élitare rassemble, selon lui, trois composantes : l'élite réelle, c'est-à-dire les catégories dirigeantes de l'État et du capitalisme français ; l'élite aspirationnelle, des cadres s'identifiant aux valeurs et intérêts de l'élite réelle et fortement acquis à Macron ; et, de façon plus originale et discutable, les retraités, qu'il qualifie d'« élite par procuration » défendant essentiellement leurs revenus et leur statut acquis. Ce bloc élitare, combinant libéralisme économique et libéralisme culturel, s'oppose structurellement selon lui à un « bloc populaire » plus hétérogène. Cette lecture a été discutée par d'autres politistes : Bruno Amable et Stefano Palombarini développent, dans *L'Illusion du bloc bourgeois*, une thèse voisine mais plus centrée sur l'analyse économique, postulant l'échec structurel de ce bloc face à ses contradictions internes ; Jérôme Fourquet évoque de son côté un « bloc libéral-élitare » sans nécessairement lui opposer un bloc antagoniste aussi organisé, une nuance importante par rapport à la lecture binaire de Sainte-Marie.

**Chiffres clés** : concept forgé par Jérôme Sainte-Marie dès 2017, popularisé dans *Bloc contre bloc* (Éd. du Cerf, 2019) · 3 composantes du bloc élitare : élite réelle, élite aspirationnelle (cadres), retraités (« élite par procuration ») · thèse concurrente : Amable & Palombarini, *L'Illusion du bloc bourgeois* (Raisons d'agir)

**À préparer** — La note de Luc Rouban sur le RN (fiche 4), qui montre un ralliement spécifique et tardif des retraités au RN à partir de 2018-2021, contredit-elle ou confirme-t-elle la thèse de Sainte-Marie faisant des retraités une composante du « bloc élitare » macroniste plutôt que du « bloc populaire » ?

#### THÈSE DISCUTÉE

Depuis 2017, la grille Anywhere/Somewhere de David Goodhart s'est imposée comme un cadre de lecture alternatif au clivage gauche-droite pour comprendre les révoltes populistes occidentales, en opposant des « Anywhere » mobiles, diplômés et ouverts à des « Somewhere » ancrés territorialement et attachés à des identités de groupe. Cette grille a toutefois été critiquée sur trois plans : sa simplification binaire, mal outillée pour rendre compte de cas atypiques comme l'Écosse à la fois très « Somewhere » et europhile ; son biais culturaliste, qui privilégierait les variables identitaires au détriment des facteurs économiques structurels ; et une critique plus réflexive selon laquelle la thèse reproduirait, en surplomb, l'arrogance qu'elle dénonce chez les élites. En France, le sondeur Jérôme Sainte-Marie a proposé dès 2017 une adaptation locale de cette opposition avec le concept de « bloc élitare » contre « bloc populaire », en y intégrant une composante originale et débattue : les retraités, qu'il classe du côté du bloc élitare en tant qu'« élite par procuration » défendant un statut acquis. Cette classification est directement mise à l'épreuve par les données CEVIPOF de Luc Rouban (fiche 4), qui montrent au contraire un ralliement tardif mais réel des retraités au vote RN à partir de 2018-2021 — un résultat empirique qui invite à interroger la solidité de la typologie de Sainte-Marie pour cette catégorie précise, et illustre plus largement la tension, commune aux trois auteurs de ce débat, entre grilles théoriques englobantes et données empiriques parfois plus complexes.

## Sous-thème 14 — Histoire longue des fractures françaises

## 81 Aux origines des fractures françaises : de la Révolution à l'archipel contemporain

Article de vulgarisation académique, « Aux origines des fractures françaises », *The Conversation France*.

Ce texte offre une mise en perspective historique indispensable pour situer les enquêtes CEVIPOF/Ipsos dans la longue durée. Il retrace la généalogie du clivage droite-gauche depuis la Révolution française, avec l'opposition entre Bleus républicains et Blancs royalistes dans l'Ouest, en passant par l'affaire Dreyfus dans les années 1890, qui cristallise un clivage entre attachement à l'État de droit et fidélité à l'autorité et à l'armée, puis par la question religieuse et laïque, et enfin par les « fronts » des années 1930 opposant Front populaire et Front de la liberté. Il souligne un tournant décisif en 1995 : Jacques Chirac, s'inspirant d'une note du sociologue Emmanuel Todd, fait campagne sur la « fracture sociale » — un moment où, pour la première fois, un candidat de droite défend le peuple contre les élites, dissociant l'antagonisme peuple/élites du clivage gauche-droite classique. L'article identifie ensuite la fracture contemporaine entre gagnants et perdants de la mondialisation libérale, cristallisée par les deux référendums européens de 1992 et 2005, puis la tripartition du champ politique instaurée par l'élection de Macron en 2017, confirmée géographiquement au premier tour de la présidentielle 2022 — Le Pen dominant dans les campagnes et villes moyennes, Mélenchon dans les banlieues populaires, Macron dans les métropoles et banlieues résidentielles —, une configuration électorale directement corroborée par les données socio-territoriales des enquêtes Fractures françaises.

**Chiffres clés :** 1995 : Jacques Chirac fait campagne sur la « fracture sociale » (concept emprunté à Emmanuel Todd) · depuis 1974 jusqu'en 2022, aucun président sortant n'a été réélu hors cohabitation · 1er tour présidentielle 2022 : tripartition géographique nette (Le Pen ruraux/villes moyennes, Mélenchon banlieues populaires, Macron métropoles)

**À préparer** — En quoi le moment Chirac 1995 annonce-t-il, avec trente ans d'avance, la porosité contemporaine du RN aux enjeux de justice sociale documentée par les enquêtes Fractures françaises (fiche 3) ?

## Glossaire & bibliographie

### NOTE MÉTHODOLOGIQUE — LIMITES DOCUMENTAIRES DE CE DOSSIER

Trois vagues plus anciennes de l'enquête Ipsos *Fractures françaises* (septembre 2021, 2020-3, septembre 2022/2023) n'ont pas pu être intégrées à ce dossier pour une raison technique liée à l'encodage de leur nom de fichier ; les vagues plus récentes (octobre 2025) et le bilan longitudinal 13 ans, mobilisés dans les fiches ci-dessus, couvrent la même période et les mêmes tendances. Les archives « Mission genre » (fichier volumineux, 556 Mo) n'ont pas pu être traitées pour des raisons de capacité technique ; le sous-thème genre est donc traité à partir de ressources de substitution identifiées en ligne, clairement signalées comme telles dans les fiches concernées (séquence 2, bloc 1, partie F).

### Déclassement

Situation dans laquelle la position sociale atteinte (souvent mesurée par le revenu ou le statut d'emploi) est inférieure à celle que le niveau de diplôme laissait attendre, ou inférieure à celle des parents.

### Sécularisation

Processus de recul de la pratique et de l'appartenance religieuses institutionnelles dans une société, à ne pas confondre avec la disparition du fait religieux comme objet social ou politique.

### Anywhere / Somewhere (D. Goodhart)

Typologie proposée par l'essayiste britannique David Goodhart : les « Anywhere » (mobiles, diplômés, à l'aise avec la mondialisation) s'opposent aux « Somewhere » (enracinés, attachés à un lieu et à une communauté) — grille reprise et discutée dans le débat français.

### Déconsolidation démocratique

Thèse selon laquelle l'adhésion des citoyens au régime démocratique lui-même (et pas seulement à ses acteurs) s'affaiblirait dans le temps long, notamment chez les plus jeunes générations — mobilisée et discutée dans le bloc 2.

### Familles politiques (typologie CEVIPOF)

Segmentation de l'électorat français croisant un axe économique (étatiste/libéral) et un axe culturel (national/ouvert), qui traverse les partis traditionnels et complexifie le seul clivage gauche-droite.

### Panel / enquête déclarative

Dispositif d'enquête reposant sur les réponses autodéclarées d'un échantillon représentatif : mesure des opinions et perceptions, à distinguer des données administratives ou statistiques objectives (INSEE).

### Bibliographie complète de la séquence 2 (81 références)

- Centre d'observation de la société / Observatoire des inégalités, « Comment évoluent les catégories sociales en France ? », mis à jour le 17 mai 2023.
- Observatoire des inégalités, « Qui est riche et qui est pauvre en France ? », 7 avril 2014 (données Insee 2011).
- Valérie Schneider et Louis Maurin, Observatoire des inégalités, « Qui sont donc les classes moyennes ? », 16 juillet 2014.
- Louis Maurin, « Une société de classement », Observatoire des inégalités / Alternatives économiques, hors-série « La société française » n°89, 3<sup>e</sup> trimestre 2011.
- Sylvia Zappi, Le Monde, « Les minima sociaux sont loin des critères d'"une vie décente" », 6 mars 2015 (étude de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, ONPES).
- Anaïs Collet, sociologue, travaux sur la gentrification et la figure du « gentrifieur » ; Michel Guerrin, Le Monde, « Haro sur le bobo ! », 15-16 septembre 2016.
- Lisa Boudoussier, Le Monde, « Six idées reçues sur la fraude sociale : la manne financière, les cartes Vitale usurpées, les pauvres qui profitent du système... », automne 2024 (rapport du Haut Conseil du financement de la protection sociale, HCFPS).
- The Conversation France, « "Il suffit de traverser la rue..." : la ritournelle des emplois non pourvus », 24 septembre 2018.
- Slate.fr, article de vulgarisation scientifique sur les mécanismes cognitifs de la pauvreté ; fondements scientifiques : Sendhil Mullainathan et Eldar Shafir, <i>Scarcity: Why Having Too Little Means So Much</i>, 2013.

- Hervé Le Bras, The Conversation France, série « La France inégale », « Écarts de revenus, fluctuations territoriales », republié lors du mouvement des Gilets jaunes (2018-2019).
- Hervé Le Bras, The Conversation France, série « La France inégale », « 45 ans de migrations intérieures des classes sociales » et « Diplômes contre chômage, une réalité complexe », rentrée 2018.
- The Conversation France, « Qui est "identitaire" ? Enquête dans les quartiers populaires » (entretiens, N=245, menée 2014-2018, Île-de-France, Bordeaux et étranger).
- Jean-Marie Pottier (entretien croisé Gérard Andrieu / Floriane Louison), Slate.fr, « À la rencontre de la "France sacrifiée" », 14 novembre 2017.
- Telos-eu.com, « L'insondable pessimisme français », 2019 (analyse du Portrait social de la France de l'Insee).
- Sondage Odoxa, « Les prévisions économiques des Français pour 2026 sont catastrophiques et leur peur du déclassement atteint un niveau record », 8 janvier 2026 ; complété par Ipsos, « Fractures françaises 2025 », 20 octobre 2025 ; et Ipsos/Secours populaire, « Baromètre 2025 de la précarité en France », 11 septembre 2025.
- Document pédagogique de communication/marketing, « Les classes sociales » (corpus local, sans attribution d'auteur identifiée). Références internes : Insee, Observatoire des inégalités, Louis Chauvel, Pierre Bourdieu.
- Document pédagogique de communication/marketing, « Les lieux » (même corpus que la fiche 16).
- Le Point, « Riche à partir de 3 700 euros par mois ? » (URL non trouvée ; article identifié uniquement par son titre dans le corpus documentaire, contenu intégral non récupéré).
- Benoît Coquard, <i>Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin</i>, La Découverte, coll. « L'envers des faits », 2019 ; entretien « Je me suis intéressé à ceux qui restent », lebimsa.fr.
- Jean-Noël Retière, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », Politix, n°63, 2003.
- IFOP pour la Fondation Foncière du Cinéma (FFC), Baromètre des Français et de leur logement (préférence pour la maison individuelle et le jardin).
- Synthèse construite à partir de : Benoît Coquard, <i>Ceux qui restent</i>, 2019, et entretien lebimsa.fr ; Jean-Noël Retière, « Autour de l'autochtonie », Politix, n°63, 2003 ; Hervé Le Bras, entretien Europe 1 ; Violaine Girard, <i>Le Vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain</i>, Le Croquant, 2017.
- France Culture, chronique « Les "Gens de partout" contre le "Peuple de quelque part" », 2017. Ouvrage de référence : David Goodhart, <i>The Road to Somewhere: The Populist Revolt and the Future of Politics</i>, Hurst, 2017 (trad. fr. <i>Les Deux Clans : la nouvelle fracture mondiale</i>, Les Arènes, 2020).
- Kévin Boucaud-Victoire (entretien avec Jérôme Sainte-Marie), Marianne, « Jérôme Sainte-Marie : "La dynamique élitiste du macronisme prépare l'ascension du bloc populaire" » (URL non trouvée). Ouvrage de référence : Jérôme Sainte-Marie, <i>Bloc contre bloc</i>, Éditions du Cerf, 2022.
- L'ADN (ladn.eu), entretien avec François de Singly, sociologue de la famille, « Les nouveaux modèles familiaux tentent de bousculer les imaginaires ».
- Document pédagogique de communication/marketing, « La famille » (corpus local, données Insee non datées avec précision, vraisemblablement années 2000-2010, à recouper avec la fiche 28).
- Insee Première n°2032, « En 2023, trois enfants sur dix vivent avec un seul de leurs parents », publié le 14 janvier 2025.
- The Conversation France, « En graphiques : Quelle identité religieuse pour la France ? » (données European Values Study et International Social Survey Programme, module religion, séries longitudinales depuis plus de trente ans).
- Gérard Grunberg, Slate.fr, « Qu'est-ce qui fait reculer la religion dans le monde ? », 3 juillet 2018 (analyse s'appuyant sur les données du Pew Research Center).
- The Conversation France, « La diversité religieuse de la France, vue de près » (autrice ayant codirigé <i>Les minorités religieuses en France. Panorama de la diversité contemporaine</i>, Bayard, 2019).
- The Conversation France, « Être musulman·e·s en France : une identité qui n'est pas que religieuse » (enquête sociologique par entretiens, Île-de-France et Bordeaux, 2010-2017, environ cent entretiens).
- The Conversation France, « Laïcité et sport : un sujet surpolitisé, mais qu'en est-il juridiquement ? », 2025 (contexte : proposition de loi sénatoriale, arrêt du Conseil d'État de juin 2023, saisine attendue de la Cour européenne des droits de l'homme fin 2025).
- The Conversation France, série « Controverses » / « Laïcité », « La laïcité à l'anglaise : autre pays, autres mœurs ? », 2023 (contexte : couronnement de Charles III, mai 2023).
- L'ADN (ladn.eu), « Ces influenceurs fondamentalistes chrétiens qui veulent contrôler nos vies ».
- Ifop, « État des lieux du rapport à l'islam et à l'islamisme des musulmans de France », analyse publiée le 18 novembre 2025 ; débat critique documenté par The Conversation France.

- Le Figaro, « Les Français croient de moins en moins en Dieu » (URL précise non retrouvée ; contenu de l'article non récupéré, réduit à un fragment de titre).
- L'ADN (ladn.eu), « French Dream, ces internautes qui compilent les pires TikTok Français ».
- The Conversation France, « Influenceurs d'extrême droite : le moteur caché du succès du RN », 2024 (contexte : élections européennes de juin 2024).
- Insee Focus n°377, « Écart de salaire entre femmes et hommes en 2024 », publié en février 2026.
- Étude Ifop pour FLASHS, « Pour 74 % des Français, il est plus difficile de faire carrière quand on est une femme », publiée le 3 juin 2024.
- Ifop pour Elle, « La "Bof génération" ? Radioscopie politique des adolescents de 15 à 17 ans », publié le 5 février 2026.
- Synthèse construite à partir de sources institutionnelles convergentes (Insee Analyses régionales, Drees, Terra Nova) sur la mixité professionnelle en France, période récente 2023-2025.
- Synthèse construite à partir de la veille de presse généraliste (franceinfo ; Causeur, « Circulaire sur l'identité de genre en milieu scolaire » ; débats parlementaires 2025-2026 à l'Assemblée nationale). Sources partisanes des deux bords, à traiter avec prudence pédagogique renforcée en cours.
- CEVIPOF, <i>Fractures françaises. Une radiographie des opinions publiques depuis 2013</i>, infographies de synthèse, octobre 2025 (vague 13, terrain Ipsos BVA du 1er au 9 octobre 2025, n=3000).
- Kevin Arceneaux et Anne Muxel, « Fractures françaises : un espace politique français bien plus divers que le clivage gauche-droite », <i>Le Monde</i>, octobre 2025 ; repris dans CEVIPOF, <i>Fractures françaises</i>, infographies, octobre 2025.
- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, section « Les enjeux économiques et sociaux », octobre 2025, p.76-88.
- Luc Rouban, « L'implantation du RN dans la société française et ses temporalités depuis 2015 », <i>Note de recherche du CEVIPOF — Collection Fractures françaises</i>, n°1, octobre 2025, 12 p.
- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, « La perception des partis politiques », octobre 2025, p.106-126.
- Luc Rouban, « L'implantation du RN dans la société française et ses temporalités depuis 2015 », <i>Note de recherche du CEVIPOF</i>, n°1, octobre 2025, section « Le vote RN n'est pas la projection mécanique du soutien au parti ».
- Luc Rouban, <i>op. cit.</i>, n°1, CEVIPOF, octobre 2025, section « Un changement d'image partiel » ; complété par Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i> vague 13, « Le rapport à la démocratie et aux élus », p.99-105.
- Luc Rouban, « L'échec social subjectif ou la fracture invisible », <i>Note de recherche, Enquête Fractures françaises 2024</i>, note n°1, janvier 2025, 11 p., Sciences Po CEVIPOF (données vague 12, novembre 2024, n=3000).
- Kevin Arceneaux, « Évolution des attitudes anti-immigration en France (2013-2024) », <i>Note de recherche du CEVIPOF — Collection Fractures françaises</i>, n°4, octobre 2025, 5 p.
- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, « La perception des principales religions », octobre 2025, p.67-72.
- Croisement des données Ipsos-BVA vague 13 (« Les attitudes et opinions racistes et xénophobes », p.54-66) et de Luc Rouban, <i>op. cit.</i>, n°1, CEVIPOF, octobre 2025.
- Bruno Cautrès, « Le rapport ambivalent des Français à la construction européenne », <i>Note de recherche du CEVIPOF — Collection Fractures françaises</i>, n°5, octobre 2025, 10 p.
- Bruno Cautrès, <i>op. cit.</i>, n°5, CEVIPOF, octobre 2025, section « Des fractures à propos de l'Europe insérées dans des fractures sociales et politiques » ; complété par Ipsos-BVA vague 13, « La confiance dans les individus et les organisations », p.24.
- Anne Muxel, « La génération est-elle encore un marqueur des fractures politiques françaises ? », <i>Note de recherche du CEVIPOF — Collection Fractures françaises</i>, n°2, octobre 2025, 12 p.
- Anne Muxel, <i>op. cit.</i>, n°2, CEVIPOF, octobre 2025, section « Émergence d'un gender-gap plus favorable à la gauche dans les jeunes générations féminines ».
- Flora Chanvrlil et Luc Rouban, « Les réseaux sociaux ne font pas la politique », <i>Note de recherche du CEVIPOF — Collection Fractures françaises</i>, n°8, novembre 2025, 14 p.
- Flora Chanvrlil et Luc Rouban, <i>op. cit.</i>, n°8, CEVIPOF, novembre 2025, section « Sociologie des utilisateurs des réseaux sociaux ».
- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, « Le rapport à l'autorité », octobre 2025, p.49-53.
- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, « L'attachement aux valeurs du passé », octobre 2025, p.44-48.
- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, « L'égalité entre les femmes et les hommes », octobre 2025, p.73-75.
- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, « La protection de l'environnement », octobre 2025, p.89-97.
- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, « La confiance dans les individus et les organisations », octobre 2025, p.22-32.
- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, « Le rapport à la démocratie et aux élus », octobre 2025, p.99-105.

- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, « L'évolution de l'image des partis — Tableau récapitulatif d'ensemble », octobre 2025, p.107-108.
- Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13, « La perception par les Français de la situation politique actuelle », octobre 2025, p.127-139.
- Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk, « The Signs of Deconsolidation », <i>Journal of Democracy</i>, vol. 28, n°1, janvier 2017, p. 5-15 (pré-publication décembre 2016, National Endowment for Democracy).
- Alexander Wuttke, Christian Gavras et Harald Schoen, « Have Europeans Grown Tired of Democracy? New Evidence from Eighteen Consolidated Democracies, 1981–2018 », <i>British Journal of Political Science</i>, 2020, Cambridge University Press.
- Anne Muxel, « La génération est-elle encore un marqueur des fractures politiques françaises ? », <i>Note de recherche du CEVIPOF</i>, n°2, octobre 2025, section « Des signes de fractures sociales et économiques... » ; données croisées avec Ipsos-BVA, <i>Fractures françaises</i>, vague 13.
- CEVIPOF, <i>Baromètre de la confiance politique</i>, vague 17, février 2026, terrain du 12 au 28 janvier 2026, échantillon France n=3166.
- CEVIPOF, <i>Baromètre de la confiance politique</i>, vague 17, février 2026 (mêmes sources que fiche 29).
- <i>Vert</i>, « Résultats des élections municipales 2026 : les listes citoyennes font mieux qu'en 2020 et remportent près de 160 communes », mars 2026 ; Ministère de l'Intérieur, pages officielles « Municipales 2026 : résultats du 1er et du 2d tour ».
- <i>Vert</i>, « Résultat des élections municipales 2026 au Rassemblement national : Louis Aliot élu à Perpignan, Laure Lavalette en tête à Toulon », mars 2026.
- LCP - Assemblée nationale, « Le budget 2026 définitivement adopté après le rejet des deux dernières motions de censure », 2 février 2026 ; Toutteleurope.eu et Euronews, articles sur l'adoption du budget 2026, février 2026.
- David Goodhart, <i>The Road to Somewhere: The Populist Revolt and the Future of Politics</i>, Londres, Hurst Publishers, 2017 (traduction française : <i>Les Deux Clans : la nouvelle fracture mondiale</i>, Éditions des Équateurs, 2019).
- Duncan Green, « Book Review: The Road to Somewhere, by David Goodhart », <i>From Poverty to Power</i> (Oxfam), 2017 ; Jean-Marie Pottier, « Le nouveau clivage de l'électorat », <i>Slate.fr</i>, 2017 ; <i>European Book Review</i>, Fondation Robert Schuman, 2017.
- Jérôme Sainte-Marie, <i>Bloc contre bloc : la dynamique du macronisme</i>, Paris, Éditions du Cerf, 2019 (concept forgé dès 2017) ; entretiens Jérôme Sainte-Marie, <i>Causeur</i> et <i>Le Vent Se Lève</i>.
- Article de vulgarisation académique, « Aux origines des fractures françaises », <i>The Conversation France</i>.